

L'EUROPE À LA RECHERCHE DES EUROPÉENS

LA VOIE DE L'IDENTITÉ ET DU MYTHE

Gérard Bouchard

Préface de Pascal Lamy

ÉTUDES & RAPPORTS  DÉCEMBRE 2016
IIIIIIII

L'EUROPE À LA RECHERCHE
DES EUROPÉENS
LA VOIE DE L'IDENTITÉ ET DU MYTHE

Gérard Bouchard
Préface de Pascal Lamy

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE <i>de Pascal Lamy</i>	4
RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION	8
1. Le concept de fondement symbolique	10
1.1. Le mythe	12
1.2. L'identité	14
2. Les choix fondateurs de l'Union européenne réexaminés	16
2.1. Les choix fondateurs	16
2.2. Un point de vue critique	19
2.3. L'UE contre les nations ?	23
3. Construire un fondement symbolique européen	26
3.1. Les mythes européens : propositions récentes... et échecs	26
3.2. La vaine quête d'une identité européenne	30
3.3. Les mythes européens ont-ils un avenir ?	34
4. Réconcilier l'UE avec les nations	38
5. Un autre scénario : l'europanisation des mythes nationaux	44
5.1. L'europanisation des mythes nationaux	44
5.2. Une voix européenne, divers échos nationaux	46
CONCLUSION	48
BIBLIOGRAPHIE	51
SUR LES MÊMES THÈMES...	58
AUTEUR	59

PRÉFACE

de Pascal Lamy

Avant d'autres, peut-être, nous avons compris, à l'Institut Jacques Delors, aux temps où il s'appelait « Notre Europe », que le rêve des pères fondateurs des années cinquante du siècle dernier ne s'accomplirait pas tel quel : ils avaient placé trop d'espoir dans l'alchimie qui devait transformer le plomb de l'intégration économique, celle des intérêts bien compris, en or de l'union politique, celle d'un *demos* européen.

C'est ici que la formule apocryphe souvent prêtée à Monnet prend sons sens : « Je recommencerais par la culture ». *Se non è vero è ben trovato !*

Un ingrédient essentiel de toute construction politique a en effet manqué, jusqu'à présent, à la construction politique de l'Europe : la dimension imaginaire, symbolique, culturelle, celle qui cimente les appartenances. Pour employer les grands mots des sciences sociales : un déficit émotionnel, qui trouve sa source dans un déficit fictionnel.

D'où une série de recherches entamées dans les années 2000 principalement par Aziliz Gouez, et dans la suite desquelles le travail de Gérard Bouchard que l'on trouvera ici trouve sa place. Une série de démarches d'inspiration anthropologique qui tente d'aborder la difficile question de l'identité des Européens à partir de la réalité de leurs mœurs, de leurs habitudes, de leurs rêves et de leurs cauchemars, souvent révélée dans les « limes ».

J'approuve entièrement Gérard Bouchard dans son plaidoyer pour construire un mythe qui parle à l'imagination des Européens, de sorte que la raison et l'émotion se conjuguent enfin pour emporter l'adhésion des opinions au projet d'intégration européenne. Pour autant, je ne le suis pas dans tous ses développements. Je crois en effet qu'il met un accent excessif, dans la « mythologie » originelle telle qu'il la décrit, sur un récit anti-national, alors qu'il s'agissait

d'abord, à mon sens, d'un récit anti-guerre, celui qui habitait les esprits à l'époque.

Mais il a raison, et c'est l'intérêt principal de sa thèse, lorsqu'il démontre l'inanité anthropologique de la devise « L'unité dans la diversité », et surtout dans la quête, qu'il prescrit, d'un récit européen qui ne se situe pas contre les récits nationaux, mais au contraire puise dans le réservoir de leurs ressources symboliques.

Reste à inventer le mode d'emploi de la démarche que prône Gérard Bouchard en allant au-delà des valeurs qui ne sont pas des mythes. À commencer par la connaissance, par les Européens, de leurs mythologies respectives. À faire les premiers pas vers une identité européenne qui se construise par la connaissance, d'abord, puis la compréhension de ce qui fait celle des autres, qui est la bonne manière d'aborder les différences. D'où nos efforts, à l'Institut Jacques Delors, pour initier la création de chaires d'anthropologie européenne, sur le sol européen ou ailleurs. Gérard Bouchard, comme à d'autres moments Stanley Hoffmann ou Elie Barnavi, nous montre en effet que le regard académique non-européen sur l'entreprise européenne est souvent plus perçant, plus lucide, et donc plus utile que le nôtre.

Pascal Lamy
President emeritus de l'Institut Jacques Delors

RÉSUMÉ

Cette étude est un plaidoyer en faveur de l'Union européenne (UE). Pour autant, elle critique également certains choix que l'Union a faits par le passé, choix qui entravent désormais son développement. Je souhaite démontrer que l'UE doit rebâtir ses fondements symboliques et redéfinir sa relation avec les nations (en tant que configurations de culture, à ne pas confondre avec les États). Je pars du principe que toute forme de lien social (ou « politique »), si tenu qu'il soit, doit reposer sur certains fondements symboliques communs.

La première partie de cette étude rappelle les choix culturels fondateurs qui ont permis à l'UE de voir le jour et de connaître une évolution rapide après la Seconde guerre mondiale. La deuxième partie vise à démontrer dans quelle mesure ces mêmes choix peuvent être mis en relation avec les grands obstacles auxquels l'UE est confrontée aujourd'hui. Selon moi, après avoir donné de l'élan à l'UE, la plupart des choix fondateurs sont devenus quelque peu nuisibles, essentiellement en raison du fait qu'ils n'ont pas été révisés et adaptés à l'évolution des circonstances.

Cette étude examine ensuite les tentatives infructueuses de l'UE au cours des dernières décennies pour créer de nouveaux mythes et une identité européenne. Ainsi, l'UE se trouve actuellement dans une impasse ; à la recherche d'une dynamique symbolique pour stimuler son processus d'intégration, elle semble incapable de l'instaurer.

Je soutiens que les pionniers de l'UE et leurs successeurs ont notamment fait le choix particulièrement malheureux de se méfier globalement des nations et du peuple, et de les contourner en optant pour un processus de gouvernance par le haut. Pour briser ce cercle vicieux, l'UE devra trouver un moyen de se réconcilier avec les nations afin de i) mettre un terme à une tension nuisible de longue date, ii) tirer profit des ressources symboliques et de l'énergie toujours

considérables des nations, plutôt que de les contraindre et iii) créer des fondements pour bâtir de nouveaux mythes européens.

Enfin, cette étude évoque de nouveaux moyens de créer les futurs mythes, essentiellement dans le cadre de ce que j'appelle une « européanisation » des mythes nationaux. L'objectif est de bâtir des mythes qui trouveront une résonance à la fois aux niveaux national et européen. En d'autres termes : créer une véritable voix européenne avec de solides échos nationaux.

INTRODUCTION

Les lecteurs trouveront ici¹ un résumé succinct de la naissance et de l'évolution de l'Union européenne² à partir d'un point de vue culturel, et qui se concentre donc sur ses fondements symboliques. L'idée n'est pas de discréditer d'autres dimensions ou approches. Inutile de préciser qu'une société est davantage que la somme de ses valeurs, de ses croyances, de ses identités et de ses mythes ; une approche globale devrait tenir compte du rôle essentiel de la politique, de l'économie, des relations sociales et des institutions pour façonner l'avenir de l'UE. Dans un esprit de complémentarité, mon objectif est de montrer qu'une analyse culturelle pourrait améliorer les connaissances et la compréhension actuelles du passé et du présent de l'Union. Plus précisément, j'espère que cette contribution fera la lumière sur les difficultés et enjeux actuels auxquels l'UE est confrontée, sans ignorer pour autant les résultats remarquables qu'elle a produits, notamment dans le domaine économique - bien que cette affirmation mérite d'être approfondie³. Je ne remets aucunement en cause la pertinence et le mérite de l'UE, qui tente de protéger et de stimuler le développement des sociétés européennes à l'heure de la mondialisation, et de permettre au continent d'affirmer sa « différence » en restant fidèle à son passé. Je souhaite uniquement porter un regard critique sur les choix culturels qu'elle a faits depuis sa création et soumettre quelques propositions pour l'avenir, si le projet d'intégration (notamment dans le domaine politique) devait être maintenu et renforcé, comme cela devrait être le cas.

1. J'ai mené mes recherches dans le cadre de la Chaire de recherche du Canada sur les imaginaires collectifs (dont je suis titulaire depuis 2002). Je suis reconnaissant envers l'université du Québec à Chicoutimi pour les généreux fonds qu'ils ont mis à ma disposition. Je souhaite également remercier Alain Roy, Jean-François Lessard et Monique Fournier pour leur aide professionnelle. Les versions provisoires de cette étude ont été améliorées grâce aux commentaires de Geneviève Nootens, Michel Seymour, Peter Hall et d'autres membres du groupe Sociétés réussies de l'Institut canadien de recherches avancées. Plusieurs membres du public m'ont également fait des commentaires utiles à la suite de présentations faites lors de diverses réunions et rencontres scientifiques. Enfin, je souhaite tout particulièrement remercier les personnes (dont Yves Bertoncini) qui m'ont encouragé à écrire cette étude ainsi que Catherine Audet pour son aide technique et sa patience. Toutefois, les mentions légales habituelles s'appliquent.
2. Désormais : UE. J'utiliserai cet acronyme tout au long de cette étude même si l'Union a changé quelquefois de nom au cours de son histoire.
3. En termes de PIB, le niveau européen dans son ensemble, par rapport à d'autres régions du monde, n'est pas un indice vraiment pertinent. De plus, il est toujours possible de spéculer sur ce qu'auraient pu être les performances des économies nationales en l'absence de l'UE.

Dans la première partie, j'expliquerai brièvement ce que j'entends par la notion de fondement symbolique (en mettant surtout l'accent sur les mythes et l'identité). Dans la deuxième partie, je reviendrai sur les choix fondateurs qui ont, selon moi, soutenu la naissance et l'évolution de l'UE en vue de démontrer i) dans quelle mesure ces choix sont devenus nuisibles au fil des ans, et ii) comment ils peuvent être mis en relation avec (et sont peut-être à l'origine de) ce que de nombreux analystes qualifient aujourd'hui de crise de l'UE. Dans la troisième partie, j'examinerai les efforts peu fructueux des dirigeants et intellectuels européens pour reconfigurer et élargir les fondements symboliques de plus en plus inefficaces de l'UE - en tentant principalement d'inventer de nouveaux mythes et de créer une identité européenne. Je tenterai ensuite de déterminer si le projet d'une identité et de mythes européens a un avenir. Dans la dernière partie, j'examinerai le cercle vicieux dans lequel l'UE est désormais engagée et je proposerai un moyen d'en sortir.

La crise que traverse l'Union depuis quelques années rend cette réflexion particulièrement pertinente. Aggravée par l'imbroglio grec, la crise des réfugiés et le récent vote sur le Brexit, la situation actuelle a donné lieu à des pronostics très sombres, certains analystes allant même jusqu'à prédire la fin de l'UE⁴.

Mon étude repose sur l'analyse de quelques centaines d'ouvrages et d'articles d'universitaires, d'acteurs politiques et d'intellectuels publics issus de différents pays qui ont contribué au débat sur les origines, l'évolution, la définition et l'avenir de l'UE. J'ai également consulté de nombreux articles de journaux et documents officiels publiés par les organes de l'UE. Inutile de préciser qu'en raison des limites de l'espace disponible, l'indication des références demeurera sommaire. Je devrai également abrégé certains développements majeurs et renoncer à de nombreuses élaborations.

4. W. Laqueur, 2007 ; S. S. Jo, 2007, p. 162 ; S. Wood, W. Quaisser, 2008 ; E. Balibar, 2010 ; T. Judt, 2011 ; J. Prieur, 2012 ; F. Heisbourg, 2013 ; A. Mody, 2013, et autres, y compris un article publié par le magazine américain le *Time* du 22 août 2011 (p. 23-27), intitulé : "The End of Europe". Et le 19 décembre 2015, le titre du *International New York Times* était : "Has Europe reached the breaking point?".

1. Le concept de fondement symbolique

La notion de fondement symbolique est ancrée dans une tradition néo-durkheimienne. Elle reflète l'importance qu'accordait le sociologue français à la couche de symboles communs qui, en même temps, sous-tend la vie de toute collectivité et en émerge⁵. Durkheim allait jusqu'à affirmer qu'une collectivité finit par ressembler et agir conformément à l'image que ses membres s'en sont faite, une affirmation qui peut sembler un peu exagérée. Il accordait aussi une primauté aux facteurs symboliques, un point de vue que je ne partage pas. De même, il allait trop loin lorsqu'il assimilait les sociétés traditionnelles à des totalités fermées, homogènes et cohérentes. À l'inverse, je pars du principe que les fondements symboliques présentent un certain niveau d'hétérogénéité, tolèrent une bonne part de contradiction et sont ouverts à la « politique contentieuse »⁶, tout en offrant une base pour résoudre des conflits. Ils se prêtent également à une utilisation instrumentale ou stratégique.

Ce concept reste néanmoins utile. En référence aux sociétés contemporaines, on pense ici à une langue commune et à une série de croyances, de valeurs, d'idéaux, de normes, de récits et de visions du monde se traduisant généralement en mythes, en identités et en « répertoires »⁷. Ces composantes symboliques sont transmises et perpétuées par le biais de rituels par des institutions et d'autres acteurs sociaux parmi les diverses couches de la société. En bref, le fondement symbolique est le lieu des significations les plus profondes, des émotions et du sacré (religieux ou non), grâce à quoi il favorise la solidarité et soutient les institutions. D'une société⁸ à une autre, il peut être plus ou moins substantiel, cohérent et contraignant. Toutefois, en règle générale, il va de soi que plus une collectivité vise une intégration étroite, plus le fondement symbolique doit être dense pour servir l'unité, la coopération et l'avenir commun. Quoi qu'il en soit, il n'existe pas de lien social sans fondement symbolique.

5. Durkheim soulignait qu'une fois créés, les symboles (ainsi que les représentations sociales) ont une vie propre et créent de nouveaux symboles (voir W. Doise, 1984).

6. D. Imig, S. Tarrow, 2001.

7. Définis comme une série de représentations collectives ou de symboles dans lesquels les membres d'une société puisent pour donner du sens à leur vie (A. Swidler, 1986).

8. Ou collectivité, quel que soit le champ d'application de ce concept (famille, ville, région, nation, continent...).

Au-delà de Durkheim, une idée semblable imprègne la pensée sociale et anthropologique occidentale. Il est intéressant de rappeler que, dans *De la démocratie en Amérique* (2^e partie), Tocqueville souligne la nécessité, dans toutes les sociétés, de « croyances dogmatiques » que les citoyens reçoivent sans discuter. Il ajoute que pour qu'une société prospère, ses membres doivent être tenus ensemble par quelques « idées principales ». Les sociétés dénuées de telles ressources symboliques risquent davantage de tomber dans diverses formes d'impuissance et de stagnation en raison de leur incapacité à former un consensus et à se mobiliser autour d'objectifs communs. Toutes les sciences sociales, de différentes façons et à des degrés divers, partagent cette idée. Par exemple, l'un des principes du « crédo » néo-libéral, tel que l'ont exprimé, il y a des années, les pionniers du Mont Pèlerin, stipule que toute société libre présuppose un « code moral largement reconnu »⁹. Une tradition de recherche ancienne indique que cela vaut aussi pour le niveau micro-social. Les psychologues s'accordent à dire, sur le plan théorique, que toute relation sociale doit reposer sur une forme de socle symbolique.

Un fondement symbolique est également une condition essentielle de la vie civique. Il permet la démocratie, la participation politique, la justice sociale et un sentiment de responsabilité mutuelle. Il contribue en plus à alimenter la confiance minimale nécessaire entre les dirigeants et les dirigés. Toutefois, il reste ouvert à la dissidence et à la controverse, il est en perpétuelle évolution et il ne doit jamais être considéré comme acquis, car il doit être constamment renforcé, ajusté et redéfini.

Enfin, pris au sens large, le concept pourrait correspondre à l'ensemble du domaine de la culture, y compris les coutumes, les rites, les codes de communication au quotidien, les modes, les goûts, la culture matérielle, etc. Toutefois, ainsi défini, il perdrait sa pertinence ; je me concentrerai donc sur ses composantes principales dans le cadre de cette étude, celles qui structurent et définissent une société : les valeurs (mythifiées ou non), les croyances, les visions du monde, les identités, les récits, les idéologies.

Deux autres concepts complémentaires sont nécessaires : le mythe et l'identité.

⁹. D. Pletwe, 2009, p. 24.

1.1. Le mythe

Le mythe sera essentiellement défini comme une valeur sacralisée, émotionnellement ancrée, faisant partie d'une configuration dans laquelle interviennent sept éléments¹⁰ :

1. **Un lien avec la couche profonde des archétypes.** D'une manière ou d'une autre, un mythe accomplit toujours des images premières, largement universelles telles que la fraternité (ou les liens du sang), la trahison, l'âge d'or, l'apocalypse, la renaissance, l'Autre menaçant, le sauveur, la patrie et autres. Les archétypes sont des représentations puissantes sur lesquelles reposent d'autres représentations. Ils sont au cœur des imaginaires collectifs.
2. **Des interventions des acteurs sociaux.** Dans une large mesure, l'émergence d'un mythe social nécessite la contribution des acteurs collectifs (partis politiques, institutions, médias, groupes de lobbying, associations, syndicats, mouvements sociaux...) qui trouvent un intérêt à promouvoir le message qu'il transmet afin de défendre leurs intérêts. Ainsi, ils activent ce qui autrement aurait pu demeurer des archétypes dormants.
3. **Le récit.** Les mythes sont essentiellement des représentations collectives porteuses de valeurs sacralisées et de croyances, mais la plupart du temps, ils se nourrissent également d'une vision du passé. Ils sont ordinairement enracinés dans un événement ou une expérience particulièrement importante (un « ancrage »), source d'une émotion forte (une « empreinte ») qui se traduit en des valeurs et des normes (un « ethos »)¹¹. Un mythe n'est donc pas un récit, mais il en a besoin comme appui.
4. **Des stratégies discursives (y compris des supports visuels, iconiques).** Elles visent à promouvoir le mythe à l'aide de divers artifices rhétoriques - le « framing » (parfois traduit par « cadrage »)¹² étant le plus courant.

10. Ce qui suit est extrait de G. Bouchard (2014).

11. J'appelle « historisation » le procédé selon lequel une série de valeurs est tirée d'un ancrage et d'une empreinte, pour ensuite être promue par la commémoration rituelle.

12. Voir sur ce sujet E. Goffman, 1974.

5. **La sacralisation.** Le processus de mythification est commandé par l'émotion plus que par la raison (ce qui n'entraîne pas que l'émotion soit nécessairement déraisonnable). Grâce à ce que j'appelle un « saut cognitif », les valeurs et idéaux façonnés dans un environnement historique et transmis par le message accèdent à la sacralité (ou à une forme de transcendance) qui n'est pas nécessairement de nature religieuse. Il s'agit de l'attribut le plus déterminant d'un mythe, lequel peut ainsi échapper en grande partie aux critiques et perdurer malgré ses contradictions, distorsions et mensonges potentiels. Les mythes nationaux sont l'incarnation la plus courante de cet attribut.
6. **Des symboles.** En tant qu'identificateurs et promoteurs de valeurs et idéaux, les symboles sont un élément essentiel du dispositif conçu pour diffuser et soutenir des mythes. Porteurs de figures héroïques, faisant écho à des événements glorieux ou traumatisants et à des objets sacralisés, nourris de références à des contes, des chansons, des sites dits historiques, ils définissent la « grammaire » des rituels commémoratifs. Les rituels jouent un rôle semblable.
7. **La contextualisation.** Le message véhiculé par le mythe doit être étroitement lié aux sources profondes des inquiétudes, des défis et des rêves d'une population à une époque donnée. Il peut alors être vu comme un moyen de sortir d'une impasse, comme une voie vers l'émancipation et le bonheur.

Il est vrai qu'un mythe peut n'être qu'une tentative de manipulation ou d'aliénation des esprits. Plus généralement, il peut être parfois bénéfique et parfois nuisible. Toutefois, sa principale caractéristique se trouve ailleurs : en tant que mécanisme sociologique universel actif dans toutes les sociétés (modernes et pré-modernes), le mythe a le pouvoir de sacraliser une représentation collective. Par ailleurs, il est inutile de se demander si un mythe est vrai ou faux¹³. Ce qui importe réellement sur le plan sociologique (par rapport au plan normatif ou moral), c'est son efficacité culturelle et sociale, à savoir sa capacité à produire une énergie collective et à mobiliser une population autour d'objectifs

13. Ce type de questionnement est néanmoins pertinent au regard des stratégies discursives et des reconstitutions narratives qui sous-tendent les mythes.

communs, bien que les sociétés puissent également créer des mythes dépressifs ou contradictoires qui poussent à l'inhibition et à la stagnation.

Essentiellement, un mythe social est destiné à donner du sens, à favoriser la sécurité psychologique et à conférer une certaine stabilité à une société. Il construit également un *ethos* et, par le biais des idéologies, il influence sur l'orientation de l'action. En ce sens, il constitue un pari sur l'avenir (instaurer l'égalité sociale, la liberté, la démocratie et autres)¹⁴.

Enfin, il faut souligner que les mythes ne sont pas exclusivement liés à des nations. Comme la notion de fondement symbolique, ils interviennent à différents niveaux, du familial au supranational.

1.2. L'identité

Le deuxième concept lié à la notion de fondement symbolique est l'identité, que je conçois ici conformément à ce qui est devenu le point de vue dominant de nos jours dans les sciences sociales, dans le sillage de F. Barth¹⁵ et de beaucoup d'autres, à savoir : i) un construit dialogique, ii) souvent mythifié, iii) qui propose une représentation de soi constituée de caractéristiques revendiquées de façon plus ou moins arbitraire et iv) qui stimule un sentiment de spécificité ou d'unicité renforcé par une référence à une altérité. Ainsi, les identités activent un mécanisme d'inclusion/d'exclusion, elles encouragent un sentiment d'appartenance et de solidarité et elles créent des frontières symboliques. Il a été démontré qu'elles reposent souvent sur des distorsions, qu'elles peuvent être multiples et contradictoires, et qu'elles évoluent en permanence. Cela dit, une fois qu'elles sont profondément ancrées dans un groupe ou une population, elles peuvent être vécues comme cohérentes et stables, à la façon de vérités chaudes sur soi-même et non pas de construits froids et arbitraires.

Les mythes et les identités sont étroitement liés, mais ne doivent pas être confondus. Les mythes peuvent aider à inspirer un sentiment de spécificité

14. Trois autres notions essentielles complètent cette définition des mythes : les mythes directeurs, les mythes dérivés et les agrégats mythiques, qui ne peuvent être traités ici par manque de place (voir G. Bouchard, 2007, 2013a).

15. F. Barth, 1969.

et de destin commun, parfois de supériorité et de mission, d'où dérivent une série d'obligations mutuelles censées se traduire dans des comportements individuels ou collectifs. En revanche, les identités sont une source d'appartenance, de solidarité et de frontières qui alimentent le mécanisme d'inclusion/d'exclusion, mais elles ne sont pas porteuses d'objectifs spécifiques, ni d'orientation pour l'action. En ce sens, on peut dire que les identités sont une force émotionnelle sans programme.

Au vu de ce qui précède, on mesure la difficulté qu'implique la création volontaire et rationnelle d'une nouvelle entité collective à grande échelle comme l'UE, sans doute une initiative sans précédent. À cette fin, comme nous le verrons, les pionniers de l'UE ont tenté de doter cette entité d'un authentique fondement symbolique, ce qui soulève deux questions autour desquelles la présente analyse est articulée : i) comment ont-ils procédé ? et b) dans quelle mesure y sont-ils parvenus ?

2. Les choix fondateurs de l'Union européenne réexaminés

Les pionniers de l'UE ont été majoritairement des chrétiens-démocrates¹⁶ poursuivant l'idéal évangélique de la conciliation, l'aide mutuelle, l'unité et la paix. Ensemble, ils ont fait des choix et des hypothèses stratégiques qui ont considérablement pesé sur ce qu'allait être l'avenir de l'UE et qui demeurent influents aujourd'hui de différentes façons. Je ne présume pas que ces choix et hypothèses étaient partagés par tous les fondateurs, mais ils constituaient le point de vue dominant parmi eux et leurs successeurs. Je les présente brièvement.

2.1. Les choix fondateurs

1. Les deux guerres mondiales, et peu après l'image de la Shoah, ont représenté la disgrâce ultime, une violation brutale du grand idéal humaniste européen. Ces références puissantes, qui figuraient au cœur de la plupart des écrits relatifs à la création de l'Union, ont constitué le principal ancrage pour l'essor des puissants mythes fondateurs destinés à promouvoir la paix, l'harmonie et la coopération (« Plus jamais... »).
2. Compte tenu des conséquences désastreuses des nationalismes (ou plus précisément, des ultra-nationalismes) et de l'ensemble des atrocités commises durant la première moitié du siècle, il fallait se méfier des nations et des classes populaires, qui suscitaient la méfiance, et les tenir à distance. La nouvelle Europe serait construite par des élites éclairées, loin des nations et, si nécessaire, contre elles. On retrouve ici une autre prémisse de la pensée chrétienne-démocrate.
3. Les États et leurs processus politiques avaient échoué; ils devaient être disciplinés. Concernant la démocratie parlementaire classique, facilement pervertie par le populisme, elle s'était avérée peu fiable et devait rester

¹⁶. Par exemple : Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi, Robert Schuman, Paul-Henri Spaak, Joseph Bech... Ils étaient également à l'écoute des échanges transnationaux dans le cadre de divers réseaux créés par leurs partis (E. Lamberts, 1997; W. Kaiser, 2007).

sous contrôle. Certains considéraient qu'elle devait être réformée. D'autres étaient même prêts à l'écarter, si nécessaire.

4. Il faisait peu de doute que le peuple, bien que tenu à l'écart de cette nouvelle grande aventure, ferait confiance à ses élites et les suivrait, comme il l'avait généralement fait en des temps d'exceptions.
5. Donner la priorité à l'économie, au « fonctionnel », à la raison plutôt qu'au « symbolique » semblait la meilleure façon de sortir du pétrin de l'après-guerre. La prospérité l'emporterait sur tout le reste¹⁷ et, à long terme, elle surmonterait la résistance inspirée par les visions dangereuses et à courte-vue des nations. Ainsi, le culturel et l'irrationnel (ou plus précisément les cultures nationales) devaient être traités avec suspicion (« l'économie unit, la culture divise »). La rationalité, l'utilitarisme et le pragmatisme ont donc rejoint paradoxalement les rangs des grands mythes fondateurs de l'UE.
6. La modernisation était une idée maîtresse dans l'esprit des pionniers. Il ne fait aucun doute qu'à cet égard, les États-Unis ont été considérés comme un modèle à reproduire. On espérait qu'à l'avenir, être modernisé, ce serait être Européen.
7. Selon un point de vue influent, les années qui ont suivi la Seconde guerre mondiale voyaient la naissance d'un nouveau monde mettant fin à l'ère westphalienne. Dans l'esprit de nombreux fondateurs¹⁸, il était clair que désormais, les États-nations n'avaient plus d'avenir. Une occasion unique se présentait de poursuivre une grande utopie qui changerait le destin de l'Europe pour le mieux et servirait peut-être de modèle à la planète. L'heure était venue d'un nouvel ordre européen, d'une autorité supranationale centralisée, destinée à prendre le pas sur l'ancien cadre politique national dysfonctionnel.
8. L'Europe devait se transformer, mais elle n'avait pas à repartir de zéro. Elle existait déjà par sa civilisation et son passé glorieux, unique même. Il fallait

17. La déclaration de Robert Schuman de 1951, inspirée par Jean Monnet, était très claire sur cet objectif : « ...la fusion des intérêts indispensables à l'établissement d'une communauté économique (...) introduit le ferment d'une communauté plus large et plus profonde... » (voir M. Ouraoui, 2008, p. 154).

18. Pas tous. Au départ, ils étaient divisés entre le modèle fédéral et le modèle intergouvernemental (P. Magnette, 2000). Toutefois, l'idée d'une Europe fédérale figurait au cœur du Congrès de La Haye de 1948 et du rapport Schuman de 1951 (ratifié par le traité de Paris) que beaucoup considèrent comme le texte fondateur de l'UE.

opérer un réveil, un retour à ses racines et à sa véritable nature, une redécouverte de son parcours remarquable et de ses valeurs supérieures.

9. Dans leur état de dévastation et de faiblesse, il pressait de protéger les sociétés européennes contre trois grandes menaces :
- a. l'expansionnisme agressif de l'URSS¹⁹,
 - b. le rétablissement rapide de l'Allemagne et le retour de ses rêves de domination et de destruction,
 - c. l'impérialisme économique des États-Unis.

Certains choix étaient des hypothèses et des mots d'ordre, d'autres prenaient la forme d'une vision du monde ou d'orientations idéologiques, tandis que d'autres encore étaient d'authentiques mythes en formation (la paix, l'harmonie, la coopération, la rationalité, la prospérité...). Ensemble, ils représentent le fondement symbolique de l'UE à sa naissance. Toutefois, certaines contradictions apparaissent dès le départ. Malgré l'engagement ferme des fondateurs en faveur de la raison et de la fonctionnalité, plusieurs choix ont été des mythes authentiques (tels que définis ci-dessus) ou avaient le potentiel de le devenir. C'est le cas des valeurs comme le respect de la vie humaine, la paix, la prospérité, la coopération, l'État de droit, la rationalité, le pragmatisme, la croyance en un ordre supranational et la vision de la nation en tant que repoussoir²⁰. Mais les contraintes de l'action allaient néanmoins créer progressivement une hiérarchie informelle et une cohésion pratique entre ces finalités.

Je ne prétends pas que ces choix fondateurs, en eux-mêmes, ont déterminé la naissance et le développement de l'Union, mais ils ont au moins contribué à créer le contexte culturel propice aux premières étapes essentielles (avec d'autres facteurs comme la poursuite de l'intérêt matériel et national²¹). Ils ont également influé, manifestement, sur la définition du modèle de gouvernance et des futures politiques.

19. Dans cet esprit, l'homme d'État belge Paul-Henri Spaak a déclaré un jour que Staline était le père de l'UE.

20. Le lecteur aura noté que contrairement aux idées reçues (souvent reprises par le discours de l'Union), les droits de l'homme, l'égalité sociale et la démocratie ne faisaient pas partie des mythes fondateurs.

21. Il faut ici faire place à la thèse avancée par A. S. Milward (*The European Rescue of the Nation-State*. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1992, 477 pages) selon laquelle les premiers États membres étaient avant tout motivés par les avantages qu'ils pourraient tirer de l'Union.

Ainsi, de façon assez imprévue, les mythes ont en fait joué un rôle important à cette époque. Toutefois, pendant des décennies, les dirigeants ont paru étrangement peu concernés par cette dimension de leur projet.

2.2. Un point de vue critique

À la suite de la Seconde guerre mondiale, ces choix ont reçu tout de suite ou progressivement un soutien solide des élites, notamment celles qui étaient à l'avant-garde du projet européen. Ensemble, elles ont pu susciter suffisamment d'enthousiasme autour du lancement de cette aventure ambitieuse qui allait donner lieu bientôt à de grandes réalisations économiques. En effet, les choix fondateurs paraissaient particulièrement appropriés dans le contexte de l'après-guerre. De plus, il semblait n'y avoir aucune véritable alternative étant donné l'état d'esprit qui prévalait et l'état de la géopolitique à cette époque. Au fil des ans, toutefois, je crois que ces choix ont soit perdu leur influence, soit entravé le développement de l'UE. Il est en fait possible de relier étroitement²² chacun d'entre eux aux obstacles que rencontre maintenant l'Union.

- À long terme, le fait de construire sur les atrocités de la guerre et d'autres crimes perpétrés auparavant par des pays européens (dans le cadre du colonialisme, de l'esclavage, du totalitarisme, du fascisme, des génocides...) a nourri un sentiment de culpabilité et de honte qui est désormais quelque peu paralysant. Il étouffe les sentiments de fierté, de confiance et d'enthousiasme dont l'avenir de l'UE a aujourd'hui désespérément besoin. Il compromet également les tentatives d'utiliser le passé comme source d'estime de soi, comme le font (ou tentent de le faire) la plupart des collectivités²³. Par ailleurs, alors que les acteurs et les témoins de la Seconde guerre mondiale disparaissent, sa mémoire tragique s'effrite, notamment chez les jeunes, et ce même en Allemagne où la mémoire de cette époque sombre ne résonne pas comme elle le faisait autrefois dans le discours

22. Il me faut ici rester prudent. Étant données les limites de l'analyse qualitative concernant la causalité (elle ne permet aucune mesure), mon objectif est uniquement d'établir que la sphère symbolique était l'un des facteurs y contribuant. Je ne cherche en aucun cas à démontrer une causalité formelle ou à démontrer que les mythes étaient la force motrice. Je m'appuie essentiellement sur d'importantes combinaisons d'événements et sur des trajectoires convergentes.

23. Faisant référence au projet européen, le philosophe français Jean-Paul Sartre a écrit dans la préface de l'ouvrage de Frantz Fanon intitulé *The Wretched of the Earth* (1961) : « On ne prétend plus nous sauver du naufrage que par le sentiment... de notre culpabilité. C'est la fin ». À ce propos, voir D. Galland, B. Roudet (2005), C. Delsol, J.-F. Mattéi (2010), J. Prieur (2012).

politique et historique. Ceci peut amener la jeune génération d'aujourd'hui à poser un regard plus froid sur l'avenir de l'Union²⁴. Plus généralement, l'UE a obtenu de grands résultats dans de nombreux domaines, mais beaucoup de jeunes ne semblent pas très impressionnés par ces réalisations. En quelque sorte, l'Union semble ici victime de ses succès.

- La méfiance à l'égard des nations, des nationalismes et du processus démocratique a contribué à l'adoption par l'UE d'une approche par le haut, ce qui a engendré le « déficit démocratique » largement déploré de nos jours²⁵. Il a été convenu que les élites, œuvrant contre l'obscurantisme apparent, les instincts primitifs et les humeurs peu fiables des classes populaires, devaient renouer avec la grande tradition humaniste européenne (notamment les Lumières, mais également la chrétienté) et avec ses nobles objectifs, qui semblaient hors de portée des gens ordinaires. Ce faisant, les dirigeants ont également créé un problème de légitimité qui perdure aujourd'hui.
- La priorité accordée à l'économie a renforcé ce « despotisme bénin » (Delors²⁶) en accentuant le rôle des experts (les fameux « eurocrates » bruxellois). Recourir au modèle néo-fonctionnaliste, avec son mécanisme de répercussion et d'effets d'entraînement (« *spill-over* », « *pragmatic incrementalism* »), était une décision logique. Toutefois, compter essentiellement sur le profit matériel et mettre à l'écart la culture pour stimuler la construction de l'Union était un choix risqué : que se passerait-il (comme c'est le cas actuellement) si l'économie venait à vaciller ? L'euro, en tant que symbole de l'identité européenne, serait-il suffisamment solide pour créer de la solidarité et préserver l'unité à long terme ? Plus généralement, on pourrait craindre que l'UE ne dispose pas du fondement symbolique lui permettant d'atténuer et de surmonter ses graves difficultés.

24. Je m'inspire ici de O. Galland, B. Roudet (2005), L. Hooghe, G. Marks (2005), T. Judt (2006), A. Sonntag (2011, p. 123).

25. Parmi beaucoup d'autres, voir D. N. Chrysochoou (2000), R. M. Jennar (2004), M. Haller (2008), J. Zielonka (2006). Cette thèse est également partagée par la plupart des universitaires étudiant la question du « contentieux politique » (R. Koopmans, P. Stratham, D. Imig, S. Tarrow...). Pour un point de vue opposé : G. Majone (2000), A. Moravcsik (2004), V. A. Schmidt (2010).

26. *Indépendant*, 26 juillet 1993.

- Après quelques décennies, la modernisation n'était plus une grande idée. Elle avait réalisé son potentiel et perdu beaucoup de son attrait. La post-modernité était devenue le nouveau mot-clé.
- Les citoyens n'ont pas suivi leurs élites autant qu'elles l'avaient espéré. Comme l'ont indiqué différentes mesures de soutien populaire et d'identification à l'Union, de nombreux Européens demeurent assez distants et plusieurs ont exprimé clairement leur mécontentement à l'égard du projet européen. Selon D. Debomy²⁷, qui a réalisé une analyse approfondie des Eurobaromètres au cours de la période 2005-2015, la satisfaction concernant l'appartenance à l'UE est restée au même niveau en 2005 et en 2015 (avec des variations entre ces deux dates). Toutefois, la confiance générale dans l'UE et son avenir demeure faible (32 %) et diminue. L'image de l'UE s'est également détériorée entre 2007 et 2015. Dans une certaine mesure, la méfiance entre Bruxelles et les nations est désormais réciproque. Cela dit, les chiffres montrent une grande diversité entre les États membres.
- On peut se demander s'il était raisonnable de comprimer la partie symbolique et émotionnelle de la vie collective. Il est désormais évident que la rationalité et le progrès économique n'ont pas supprimé les « obstacles irrationnels », notamment la part des identités et des mythes nationaux. De plus, compte tenu du rejet de l'irrationnel, l'UE s'est retrouvée mal préparée pour redresser la situation. La plupart des tentatives pour créer un fondement symbolique européen sont désormais confrontées à la difficulté de devoir rivaliser avec des cultures nationales bien ancrées qui ont joui d'un quasi-monopole dans le domaine des mythes, de la mémoire, de l'identité et des traditions (je reviendrai sur ce point).
- L'ordre westphalien a été affaibli, mais les États ont survécu en se réinventant, notamment en gardiens du peuple contre des forces supranationales, y compris l'UE. Ainsi, il est devenu compliqué de gérer la relation entre Bruxelles et les États membres. Le remplacement des États-nations par une autorité centrale européenne a été pour le moins retardé. Au cours des dernières décennies, les États-nations ont proliféré à travers

27. D. Debomy, « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », *Études & Rapports n°111*, Institut Jacques Delors, juin 2016.

le monde (les Nations Unies comptent désormais près de 200 membres, contre 51 en 1945).

- La « redécouverte » de la nature distincte de l'Europe ancrée dans un long passé prestigieux s'est avérée problématique étant donné le cours contrasté, conflictuel et multidimensionnel de l'histoire européenne, où le meilleur côtoie le pire. Cette initiative est désormais aux prises avec de grandes difficultés et les historiens sont désespérément à la recherche d'une trajectoire européenne cohérente et distinctive qui pourrait servir de référence morale mais qui n'arrive pas à prendre forme.
- Il n'apparaît pas clairement que l'UE, en tant qu'autorité supranationale, est parvenue à prendre le pas sur l'ancien ordre politique étatique perçu comme dysfonctionnel. Les dirigeants ont peut-être, par exemple, sous-estimé les clivages profonds qui sévissent sur le continent, une difficulté qui a été considérablement aggravée par l'élargissement à-tout-va de l'Union ces vingt dernières années. Bruxelles se retrouve confrontée à des attentes et des demandes contradictoires, tandis que sa bureaucratie a explosé.
- Les trois grandes menaces qui agissaient au départ comme une force unificatrice et mobilisatrice se sont désormais affaiblies, voire dissipées. L'URSS est morte et les États-Unis ne sont plus en situation de dominer et de régner sur l'Europe. Quant à l'Allemagne, même réunifiée, elle est devenue l'un des États membres les plus dévoués²⁸. Ainsi, l'Union rapidement élargie ne dispose pas d'un fondement symbolique puissant pour alimenter son identité projetée, affronter la crise actuelle à multiples facettes et soutenir son développement futur.

Enfin, il faut souligner que l'influence chrétienne a perdu son ancienne emprise face à la tendance à la sécularisation et à l'essor des valeurs matérielles qui ont transformé l'Europe au cours de la deuxième moitié du xx^e siècle. Ce patrimoine spirituel a peut-être laissé un héritage, mais l'essentiel s'est fondu dans le nouveau discours sur les valeurs universelles, les droits de l'homme et la solidarité civique.

²⁸. Paradoxalement, certains ont vu dans le tournant qu'ont pris ces événements une source d'inquiétude. Il a même été prédit qu'avec l'effondrement de l'URSS, l'UE était condamnée... (S. Rosato, 2011, p. 245).

2.3. L'UE contre les nations ?

Un choix fondateur particulièrement nocif réside dans la méfiance à l'égard des nations et du nationalisme, voire leur rejet. On pourrait même aller jusqu'à dire que, dans une certaine mesure, l'UE a été conçue en opposition aux nations (ou aux cultures nationales), ce qui explique en partie le sentiment mitigé d'un grand nombre de citoyens à l'égard de l'UE. Cette affirmation doit néanmoins être précisée. En fait, ce que nous observons au sein de l'Union est un scénario complexe et très imprévisible qui met en scène trois acteurs intervenant à trois niveaux :

1. On trouve, dans un premier temps, les partisans de l'Europe ou les élites européennes. Incarnant le rêve supranational, ils s'engagent à renforcer et à développer l'UE, éventuellement en tant que structure fédérale. Ce premier groupe inclut la plupart des membres de la Commission et du Parlement européen, les hauts fonctionnaires européens ainsi que divers intellectuels et chercheurs (certains sont habilités et la plupart d'entre eux sont soutenus financièrement par l'UE) qui se consacrent à l'avancement du projet européen. Ces élites comprennent également le personnel de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne et de quelques autres instances européennes.
2. Le deuxième groupe d'acteurs est composé des dirigeants des États membres. Bien qu'ils constituent le très influent Conseil européen (qui définit l'agenda politique de l'UE), il ne faut pas les confondre avec les élites européennes, car ils rendent également compte directement à leurs électeurs nationaux, dont dépend leur réélection et dont, en principe, ils sont chargés de défendre les intérêts²⁹. Tel qu'indiqué par C. J. Bickerton³⁰, ils jouent un double jeu complexe, partagés entre leurs allégeances et responsabilités nationales et

²⁹. Selon A. S. Milward (1992), les États membres s'engagent pleinement et exclusivement à cette cause. Je ne partage pas entièrement cette thèse qui mérite d'être nuancée. Même la défense de « leurs » intérêts à Bruxelles met parfois les États dans une position délicate vis-à-vis des nations. C'est le cas lorsqu'ils reprochent à l'Union des politiques impopulaires qu'ils ont en fait eux-mêmes soutenues. Il est notamment bien connu que les dirigeants politiques français ont délégué à l'UE la tâche de (néo) libéraliser l'économie française, un processus qu'ils ont appuyé derrière des portes closes à Bruxelles, tout en s'insurgeant contre ce dernier de retour en France (P. Magnette, 2000 ; P. A. Hall, 2005). Dans la même lignée, Magnette propose une analyse judicieuse qui montre, par exemple, que les dirigeants des États membres ont trouvé un intérêt commun à laisser la Cour européenne de justice élargir sa juridiction (p. 96-97, 252-253). Dans le même ouvrage, il souligne également qu'en réalité, l'UE s'est développée de manière pragmatique, navigant entre le modèle fédéral et intergouvernemental.

³⁰. C. J. Bickerton, 2012.

européennes parfois conflictuelles, bien qu'ils aient souvent appris à exploiter stratégiquement cette situation inconfortable.

3. Enfin, les populations des États membres doivent être appréhendées de manière distincte, et ce sous deux angles. En tant que citoyens (le « peuple »), elles incarnent la souveraineté populaire qui est le pilier des États démocratiques et garantit leur légitimité politique. Toutefois, elles peuvent également être considérées culturellement comme des nations, c'est-à-dire des entités partageant des visions du monde, des identités, des mémoires, des mythes et des traditions qui constituent le fondement symbolique d'un État. Je fais essentiellement référence à cette dimension culturelle lorsque j'indique que l'UE a été créée dans une large mesure en opposition aux nations et a agi contre ces dernières³¹.

Pour résumer, l'UE a toujours abrité une tension politique avec les États membres et une tension culturelle avec les nations. Mon analyse se concentre sur cette dernière.

Comme je l'ai souligné, il existe une tradition de discours dénigrant les nations chez les partisans de l'Europe, discours qui a pris diverses formes ; en voici quelques exemples :

- Affirmer que les atrocités des deux guerres mondiales étaient dues à la nature essentiellement pervertie des nations et des nationalismes ;
- Adopter, dès le départ, une approche par le haut afin d'exclure du processus décisionnel ces nations (ou les peuples) indignes de confiance ;
- Présenter les nations comme étant essentiellement repliées sur elles-mêmes, rétrogrades, hostiles au libéralisme, fascistes, racistes et belliqueuses, contrairement à la vertueuse Union³². Ce discours invite dans le même temps à créer un ordre purement civique, rationnel, universaliste et cosmopolite ayant pour effet de contraindre les cultures nationales et

31. Je ne sous-entends pas que ces trois groupes d'acteurs sont homogènes et se comportent de manière unanime, loin de là. Toutefois, ils sont issus des mêmes sphères d'action collective et de pouvoir et ils partagent des intérêts fondamentaux identiques. Bien évidemment, beaucoup d'autres acteurs participent aux activités de l'UE (des groupes d'intérêt, des villes, des autorités régionales...) ; je me penche sur ceux qui sont les plus pertinents pour cette analyse.

32. Ce discours apparaît clairement, par exemple, dans le cadre des entretiens menés par C. Shore (2000) avec un échantillon de fonctionnaires européens. Il concorde également avec les nombreux échanges que j'ai eus moi-même avec des responsables européens il y a quelques années.

- les nationalismes, et ainsi d'affaiblir le lien traditionnel entre la nation, la souveraineté et le territoire national ;
- Chercher à créer un peuple européen (« politie ») et une identité européenne reposant sur une mémoire supranationale, en tant que substituts des cultures nationales et de la souveraineté populaire³³ ;
 - Essayer de relocaliser la citoyenneté vers le niveau européen, ce qui a mené de nombreux analystes à considérer que la citoyenneté européenne n'était pas uniquement une question de droits, mais également de pouvoir ;
 - Critiquer les identités et mythes nationaux et, au cours des 20-25 dernières années, essayer de créer des concurrents européens ;
 - Tenter de contourner les nations, ainsi que les États, en s'adressant directement aux villes, régions, minorités, associations et autres acteurs infranationaux³⁴ ;
 - Célébrer le marché et l'interdépendance économique transnationale en tant que véritable « ciment » de la communauté européenne.

On pourrait m'accuser de forcer le trait étant donné que dans plusieurs documents officiels, y compris les traités, l'UE s'est engagée à protéger les identités et cultures nationales comme faisant partie de la diversité continentale. Ces déclarations n'ont cependant pas été suivies de grandes initiatives concrètes, de peur qu'elles réveillent les racines du nationalisme. On peut également soutenir que l'UE a aidé les États membres à promouvoir les droits de l'homme et des valeurs libérales en offrant un cadre au sein duquel ils peuvent s'épanouir³⁵. Toutefois, cette contribution concerne essentiellement la vie civique, et non les cultures nationales en elles-mêmes.

Même si elles ont été tenues à l'écart par les élites européennes, les nations ont survécu et leur marginalisation entraîne désormais un coût. Longtemps, l'UE a donné la priorité à sa philosophie rationnelle et utilitaire. Elle s'est également appuyée sur de puissants mythes fondateurs dont la valeur a progressivement décliné de telle sorte qu'elle se retrouve désormais privée en grande partie d'un pouvoir symbolique et émotionnel mobilisateur toujours très vivace au

33. « Il n'y aura pas de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale » (Jean Monnet, dans un discours de 1943 cité dans ses *Mémoires*, 1978, p. 222).

34. Ce point fait écho à une autre formule de Jean Monnet : « Nous ne coalisons pas des États, nous unissons des hommes ».

35. W. Kymlicka, 2006.

sein des États-nations. Elle peut donc difficilement espérer devenir un organe politique robuste, a fortiori une fédération viable.

3. Construire un fondement symbolique européen

Comme mentionné déjà, l'UE a pu, à sa naissance, s'appuyer sur quelques mythes puissants (malgré son ferme engagement envers la « rationalité ») et des choix idéologiques qui ont soutenu son évolution. Pourtant, pendant de nombreuses années, peu de choses se sont produites dans le domaine symbolique. Dans les années 1970, cependant, une préoccupation croissante au sujet d'une identité européenne est apparue. Pour ce qui est des mythes, le sujet n'a connu un réel essor que dans les années 1990. Dans les deux cas, la crainte d'un affaiblissement, et même d'un effondrement de l'UE confrontée à de nouvelles difficultés a été le principal facteur. La crise économique des années 1970 a été relayée, dans les années 1990 et au début des années 2000, par une incertitude causée par l'élargissement rapide de l'UE (six nouveaux membres entre 1981 et 1995, dix en 2004) et un soutien de la population en berne.

3.1. Les mythes européens : propositions récentes... et échecs

Pour compenser l'emprise toujours présente, mais déclinante, des mythes fondateurs de l'UE (notamment le symbole répulsif de la Shoah et la protection contre d'anciennes menaces extérieures), une série de propositions a été faite en vue de soutenir la mythification de valeurs et idéaux proprement européens. Cela a été le cas avec les droits de l'homme, la liberté, la démocratie, le pluralisme culturel, l'égalité sociale (une « Europe sociale »), l'égalité des sexes, l'« Europe verte », la prospérité, la rationalité, la spiritualité, la citoyenneté post-nationale, l'« Unité dans la diversité » (ou « Unis dans la diversité »), l'universalisme, le maintien de la paix dans le monde, la puissance douce (« soft power »), l'Europe en tant que bouclier contre la mondialisation ou en tant que « nouveau laboratoire du monde », le cosmopolitisme. Il fut proposé aussi de créer un véritable « rêve européen » (sur les cendres du rêve américain),

de ranimer la tradition chrétienne, d'élaborer une deuxième Renaissance, de se concentrer sur un avenir meilleur (et d'échapper ainsi à la « mémoire honteuse »).

Des études ont néanmoins démontré que, pour diverses raisons, seules quelques-unes de ces tentatives ont connu un véritable succès en tant que mythes purement *européens* (par rapport à des mythes *nationaux*), les principales exceptions étant la paix, le respect de la vie humaine³⁶ et la coopération³⁷. Chaque proposition a sa propre histoire, que je ne peux rappeler ici. Rappelons que, dans de nombreux cas, le mythe était déjà bien ancré à l'échelle des nations. Dans d'autres (par exemple, la devise « Unité dans la diversité », la politique étrangère vertueuse, la spiritualité, le pouvoir moral), le message a sonné creux ou sentait l'angélisme. De même, fortement critiquée pour être asservie au néo-libéralisme³⁸, l'UE a manqué de crédibilité pour s'ériger en tant que gardienne contre ce dernier et prêcher l'évangile social.

Promouvoir un discours téléologique qui mise sur la promesse de l'avenir, comme l'ont fait certains universitaires³⁹, ne pouvait pas fonctionner efficacement comme cela avait été le cas aux États-Unis, où cet idéal était fondé sur de puissants mythes fondateurs. De plus, tenter d'effacer ses empreintes comme un moyen d'échapper à ses heures sombres semble une formule irréaliste et mal inspirée. Le passé sera toujours présent, comme une ombre, qu'il soit ou non réprimé. Par ailleurs, le fait d'étouffer la mémoire au niveau continental ne ferait que la faire survivre au sein des nations, renforçant ainsi leur emprise symbolique et creusant le fossé culturel actuel.

En ce qui concerne les missions potentielles dans le monde, étant donné qu'elles n'étaient pas soutenues par une force militaire, elles n'ont pas été réellement prises au sérieux par les grands acteurs mondiaux. De plus, le fait que l'Europe prétende incarner la vertu dans les affaires internationales a été accueilli avec

36. Inutile de préciser que cette valeur a été également promue par les États-nations, mais elle a fait l'objet d'un accent particulier de la part de l'UE.

37. Voir, par exemple, le numéro thématique de janvier 2010 (vol. 48, no 1) du *Journal of Common Market Studies* ("Political Myth, Mythology and the European Union"). De même, parmi de nombreux autres : V. Della Sala (2013).

38. L'UE n'a pas résisté au grand changement économique qui, à partir des années 1980, a poussé les pays occidentaux vers des marchés plus compétitifs et les a éloignés de l'interventionnisme gouvernemental, créant un changement parallèle en termes de contrat social (P. A. Hall, à paraître). L'Acte unique européen de 1986, qui a ouvert la voie à la suppression des barrières commerciales, a été une étape essentielle dans cette direction.

39. Par exemple : M. Sassatelli, 2002 ; T. Todorov, 2004 ; E. Morin, 1990.

scepticisme et un certain agacement⁴⁰. Il en va de même pour sa prétention à l'universalité. L'idée d'agir comme une puissance « souple » (« soft power ») est tout à fait louable, mais comme elle n'est pas soutenue par une force militaire, son impact est limité. Enfin, l'idéal froid, rationnel d'un ordre purement civique, sans mythes et identités ancrés dans l'émotion, pouvait difficilement résonner auprès des masses, l'émotion étant la substance du mythe, de l'identité et de la mobilisation collective. Globalement, la méfiance à l'égard de l'« irrationnel » évoquée ci-dessus a été, dès le départ, un obstacle insurmontable.

Il existe d'autres raisons. Le processus de mythification repose sur une série de conditions qui ne sont pas réunies au niveau de l'UE⁴¹. Par exemple, l'une des principales conditions est d'avoir une vision claire du Sujet collectif, c'est-à-dire une population cible bien délimitée avec un certain degré d'homogénéité, à laquelle le message est destiné. En s'élargissant en permanence, l'UE est devenue une entité profondément hétérogène, voire conflictuelle, dont les frontières (spatiales et autres) sont difficiles à appréhender. Il est donc ardu de créer un imaginaire efficace du territoire, une caractéristique courante, essentielle, des mythes nationaux. Une deuxième condition est la crédibilité du messager. De nouveau, étant considérée par beaucoup avec suspicion, l'UE ne remplit pas cette condition, sauf dans l'esprit des élites ou de la classe la plus scolarisée.

Une mythification efficace doit également reposer sur un récit cohérent et convaincant, idéalement inscrit dans un ancrage solide et une trajectoire claire, toutes choses qui font défaut au passé européen. En effet, il est quasiment impossible de créer un ensemble harmonieux et attrayant parmi ce mélange de nobles réalisations et d'épisodes de dégradation morale, de coopération et de guerres internes, d'unité et de fragmentation, d'avancées et de revers. L'origine même du continent peut être située à plusieurs endroits et époques et incarnée par différents visages (d'Europe à Virgile, en passant par Charles Quint), chacun porteur de son propre sens. Ainsi, pour incarner sa grandeur, au lieu de glorieux événements « trempés du sang des héros »

40. On retrouve régulièrement cette attitude dans les grands journaux américains (*International New York Times*, *Washington Post*...) et elle ressortait clairement d'une rencontre à laquelle ont participé de nombreux leaders mondiaux en 2009, à l'invitation de l'université Harvard à Annecy (France). En tant que professeur invité à cette université à l'époque, j'ai eu le privilège d'y être admis (à noter que l'Union avait été ignorée).

41. Elles sont décrites dans G. Bouchard (2014, chapitres 3-4).

(selon la formule familière), l'UE doit souvent se tourner vers des symboles conçus par des fonctionnaires. Sans surprise, la plupart tombent à plat. Tout bien considéré, on peut effectivement se demander : « Qui mourra pour cette Europe ? » (Anthony D. Smith).

Ce processus de mythification doit également reposer sur un réseau discursif efficace qui diffuse et accrédite le message. Ici, l'absence d'une sphère publique européenne substantielle se nourrissant d'une couverture médiatique active et de la délibération continentale est un obstacle de taille. Enfin, comme souligné précédemment, pour qu'une idée pénètre un imaginaire collectif, elle doit être liée de près à un contexte culturel et se fondre dans des pratiques et processus sociaux. À cette fin, une étroite articulation avec les inquiétudes, les défis et les rêves du moment est essentielle. Le message peut alors être perçu comme étant porteur d'une solution qui ouvre la voie à une vie meilleure et apporte une « sécurité ontologique » (A. Giddens). Aujourd'hui, l'insécurité économique liée à la mondialisation, la préoccupation quant à l'avenir des identités et des cultures nationales, le sentiment d'impuissance engendré par un déficit de démocratie, une protection adéquate contre l'immigration incontrôlée ainsi que le terrorisme figurent parmi les principales inquiétudes des citoyens européens. Toutefois, pour nombre d'entre eux, la solution réside au niveau national, l'UE étant considérée comme faisant partie du problème.

La question d'une menace extérieure mérite également d'être examinée. tel que souligné ci-dessus, les trois menaces originelles ont disparu ou se sont atténuées. Ont-elles été remplacées ? L'islamisme est considéré comme une nouvelle menace potentielle, comme l'ont démontré C. Bottici and B. Challand⁴². On pourrait même dire que le terrorisme islamiste en Europe pourrait jouer le rôle d'un ancrage porteur d'une profonde empreinte. Il en va peut-être de même pour la crise des réfugiés. Toutefois, à l'heure actuelle, ces facteurs peuvent difficilement être considérés comme de puissants facteurs d'unification. On ne peut pas y voir non plus des sources d'une identité et d'une solidarité continentales propices à des initiatives progressistes. À la lumière de ce que l'on sait déjà, il faut plutôt craindre qu'ils provoquent une réaction agressive dans de nombreux pays, à l'instar de la crise actuelle des réfugiés. À l'inverse, les

⁴². C. Bottici and B. Challand, 2013, chapitre 6.

trois menaces originelles avaient inspiré un élan vers la liberté, les droits de l'homme, la coopération et la promotion de l'égalité ethnique et raciale.

En vertu de son lien avec le néo-libéralisme, la mondialisation pourrait constituer un nouveau candidat, mais elle est disqualifiée, comme je l'ai souligné, par les politiques européennes qui la soutiennent. Dans une autre direction, J. Habermas et J. Derrida⁴³ ont tenté de raviver la peur des États-Unis en présentant ce pays comme un repoussoir de ce qu'une Europe moralement supérieure pourrait être. Critiquée même par des intellectuels de gauche, cette proposition n'a pas été vraiment reprise.

3.2. La vaine quête d'une identité européenne

Suscitée essentiellement par la crise économique, la quête d'une identité européenne a commencé dans les années 1970 (plus précisément avec la déclaration de Copenhague de 1973) et s'est poursuivie depuis sans relâche. Dans l'ensemble, étant donnée la quantité impressionnante de talents et de ressources qui a été mise à contribution sur ce sujet, les résultats, bien que sophistiqués et souvent novateurs, sont en pratique assez décevants⁴⁴. Une vue d'ensemble des résultats obtenus jusqu'ici se présente comme suit⁴⁵ :

1. De nombreuses définitions de l'identité ont été proposées. C'est là une source de confusion qui empêche une vue synthétique de la question et compromet l'issue des travaux.
2. Il existe de nombreuses discussions (et désaccords) théoriques sur la notion d'identité européenne, à l'origine de diverses approches incompatibles, sur des enjeux tels que la légitimité politique et l'identité, l'identité versus l'identification, l'identité culturelle versus l'identité politique, civique, individuelle (psychologique) ou collective (sociologique), structurelle ou dynamique,

43. J. Habermas et J. Derrida, 2005.

44. D'autres universitaires ont formulé une évaluation plus sévère de ce champ scientifique (par exemple : A. Favell, 2005).

45. De nouveau, les études dans ce domaine sont riches et très nombreuses. Mes recherches ne prétendent donc pas être exhaustives. J'ai néanmoins examiné une grande partie d'entre elles. De plus, je ne jugerai pas la valeur théorique et méthodologique de chaque proposition. Mon objectif est uniquement de donner un aperçu des directions prises dans ce domaine de recherche et de ses résultats concrets.

primordialiste ou constructiviste, « banale »⁴⁶ ou substantielle, européenne ou mondiale...

3. D'importantes questions ont également été soulevées, provoquant une grande variété de réponses conflictuelles : Pourquoi se préoccuper de l'identité ? Existe-t-il une identité européenne ? Devrait-il y avoir une identité européenne et cela est-il possible ? Dans quelle mesure le lien entre un individu et l'UE peut-il être appelé « identité » ? La profondeur d'une identité peut-elle être mesurée ? Est-il important de déterminer si l'identité (ou l'identification) est motivée de manière affective ou de manière instrumentale ? Dans quelle mesure les identités nationales peuvent-elles être le « tremplin » plutôt que le « fossoyeur » de l'identité européenne ? Peuvent-elles coexister ? Quels sont les obstacles à la construction d'une identité européenne ? Cette identité devrait-elle être envisagée comme un complément ou un substitut des identités nationales ? L'Europe traverse-t-elle une crise identitaire ? Quelle devrait être la place de la religion ? L'identité est-elle une condition préalable à la citoyenneté ou est-ce l'inverse ? Qui est autorisé à dire aux Européens qui ils sont ?...

4. De nombreux experts ont proposé un examen critique du concept en lui-même, qui a souvent donné lieu à son rejet catégorique pour les raisons suivantes : i) il serait porteur de trop de significations conflictuelles, ii) il serait défectueux d'un point de vue méthodologique, iii) il serait essentiellement idéologique et manipulateur, iv) ce sont les comportements et les actions qui comptent, et non l'identité, v) les sociétés doivent se passer d'identités car ces dernières sont inutiles, voire nuisibles et menaçantes (elles aliènent, elles sont infondées, elles alimentent le nationalisme, la xénophobie, l'exclusion, etc.);

5. De très nombreuses propositions ont été avancées sur la façon de construire une identité européenne ou sur ce qu'elle devrait être en termes de contenus ou traits caractéristiques. En voici quelques exemples :
 - Puiser dans l'ancien patrimoine intellectuel de l'Europe qui, à son tour, offre de nombreuses options : origines grecques, romaines, tradition chrétienne, islam, Renaissance, Lumières... ;

46. Référence au concept introduit par M. Billig (1995). Pour une approche semblable, voir T. Edensor (2002).

- S'appuyer sur le passé européen en soulignant ses réalisations exceptionnelles dans les domaines de la culture, de l'économie, de la technologie, du droit et de la politique ;
- Mettre de côté la quête de frontières, miser sur des valeurs dites européennes (l'Europe en tant que « communauté de valeurs »), lesquelles incluent une partie ou la totalité des éléments suivants : la paix, l'universalisme, la rationalité, les droits de l'homme, la démocratie, la liberté, le progrès, l'égalité, la justice, la tolérance, la laïcité, les sciences humaines, le savoir et autres (le chevauchement anticipé plus haut avec la quête des mythes est ici manifeste) ;
- S'inspirer des similitudes entre les cultures populaires nationales (bien qu'il soit largement admis que ces cultures disparaissent) ;
- Créer une identité de type habermassien axée sur la raison, le contenu universel et la solidarité civique ;
- Promouvoir des caractéristiques « européennes » communes (parfois confondues avec des valeurs) : le sens de la communauté, le soutien mutuel, les modes de vie, l'esprit critique (la réflexivité), le doute de soi... ;
- Créer un imaginaire territorial (l'Europe en tant que berceau supranational ou « patrie ») ;
- Définir l'UE comme une nouvelle forme d'empire ;
- Fusionner le particularisme et l'universalisme ;
- Utiliser l'euro comme facteur d'unification et d'identité, etc.

6. Plusieurs tentatives concrètes de création d'une identité (la plupart infructueuses et restées sans suite) ont été effectuées : un réseau de télévision européen (Europa TV) et des politiques de télécommunication, des manuels scolaires d'histoire communs, des initiatives interculturelles avec des jeunes, des festivals, des rituels, des concours...

Sans surprise, parmi cette multitude de possibilités disparates et divergentes (voire contradictoires), aucune n'a réussi à s'imposer. Bien sûr, personne ne sait ce que l'avenir réserve mais aujourd'hui, le diagnostic qui prévaut parmi de nombreux analystes semble se partager entre trois propositions : i) il n'existe pas et il n'existera jamais de véritable identité européenne, ii) il n'existe qu'une identité faible, « banale », iii) une identité européenne est en train de prendre forme progressivement au gré des interactions quotidiennes entre les citoyens,

sans que l'on sache ce qu'il en résultera à long terme⁴⁷. De nouveau, il n'y a là rien d'étonnant. Une identité vibrante à l'échelle continentale devrait se nourrir de mythes solides et ne pourrait voir le jour qu'à l'issue d'un long processus d'expériences collectives communes inscrites dans la mémoire d'un peuple⁴⁸. Ces conditions n'ont pas été réunies jusqu'à présent et pourraient bien ne jamais l'être. L'histoire de l'Europe au cours des cinq derniers siècles a été essentiellement une histoire de Sujets multiples, d'un large groupe d'États-nations rivaux, souvent en guerre et préoccupés d'abord de leurs propres affaires⁴⁹.

À l'heure actuelle, comme je l'ai souligné précédemment, les tentatives de créer une identité européenne ont été réalisées depuis le haut, mais il n'existe pas d'imaginaire européen⁵⁰ substantiel qui aurait pu servir de plateforme. Parmi les principaux obstacles, des universitaires ont également identifié l'absence d'une langue commune ainsi que d'un centre politique unique et reconnu. Par ailleurs, les cultures et identités nationales demeurent bien vivantes.

Au final, en termes de contribution concrète à la construction systématique d'une véritable identité européenne, il est impossible d'échapper à la conclusion que toutes ces recherches ont donné peu de résultats.

Certains auteurs ont également suggéré que la construction d'un fondement symbolique à l'échelle continentale adopte le processus qui a donné naissance aux États-nations. Mais une première difficulté naît de ce que le passé européen n'a pas entraîné la formation d'un robuste fondement mythique, au contraire de ce qui est arrivé dans le cas des États-nations. En plus, il faut rappeler que la violence politique a joué un rôle essentiel dans la création des cultures nationales à partir des traditions et identités locales, une voie que l'UE ne peut bien sûr emprunter.

47. On trouvera de plus amples développements sur ce sujet dans G. Bouchard (À paraître, chapitre 4, partie III).

48. A. D. Smith (1992, p. 62) a formulé une idée semblable mais en des termes légèrement différents, faisant référence à la nécessité d'un passé pré-moderne ou d'une « pré-histoire ». On retrouve aussi chez D. Obradovic (1996) l'idée qu'une identité forte doit reposer sur des mythes puissants.

49. M. Mann, 2013.

50. Défini comme une série de représentations collectives profondément ancrées dans des archétypes et exprimées principalement dans un ensemble de mythes et d'identités (G. Bouchard, 2014, p. 20-35).

3.3. Les mythes européens ont-ils un avenir ?

Au vu de ce qui précède, la quête d'une identité européenne semble être une initiative très incertaine qui ne justifie plus d'importants investissements. L'identité ne se prête pas aisément à une création par le haut, surtout dans un contexte de compétition avec l'échelle nationale. Il faudrait également se mettre d'accord sur la nature de l'identité à promouvoir et la synchroniser avec des développements concordants à l'échelle locale, ce qui fait défaut à l'heure actuelle. Toutefois, sous réserve qu'elle soit réorientée, la quête de mythes semble prometteuse et fera l'objet de la dernière partie de cette étude.

À de nombreux égards, la méfiance a amené les élites européennes à prendre leurs distances par rapport aux nations et aux peuples, et même à agir contre eux. Ce processus a été aggravé par l'évolution récente des États, affaiblis comme on sait par la mondialisation et le néo-libéralisme.

Cependant, les nations sont toujours en vie. En Europe, des études soulignent que le niveau d'identité (et d'identification⁵¹) reste très élevé à l'échelon national. De même, les identités nationales ne montrent aucun signe de faiblesse⁵², notamment parmi les États membres les plus touchés par les vagues d'immigrés et le terrorisme islamiste. La plupart des anciens mythes et symboles nationaux ont survécu partout, même si certains sont actuellement en cours de redéfinition⁵³. Les mémoires nationales l'emportent sur les récits européens⁵⁴. Les territoires nationaux continuent de captiver l'imagination malgré la suppression des contrôles aux frontières. Le sport européen et d'autres compétitions et concours demeurent des festivals de drapeaux et de symboles nationaux⁵⁵. Les stéréotypes nationaux continuent de fleurir⁵⁶. Les réponses aux enjeux européens, tels que la crise actuelle des réfugiés, sont définies au niveau national, etc.

51. Surtout interprété comme le niveau de soutien (soit du projet européen, soit de l'État-nation), plutôt que comme un sentiment fort d'appartenance et le partage de caractéristiques européennes distinctives.

52. J. Citrin, J. Sides, 2004.

53. G. Bouchard, 2013b

54. S. Berger, 2005 ; E. Langerbacher *et al.*, 2013.

55. Voir P.-R. Cloet, B. Legué, K. Martel (2013).

56. J.-N. Jeanneney, 2000.

De plus, les médias nationaux relaient et renforcent cet état d'esprit en couvrant essentiellement les affaires nationales, même en temps d'élections européennes. Au-delà des symboles et de la culture, de grands domaines de la législation sont considérés comme appartenant au cadre de l'État-nation. À la lumière des divers obstacles auxquels l'UE est confrontée, on peut se poser la question suivante : l'UE a-t-elle été victime de la philosophie néo-fonctionnaliste qui l'a poussée à s'élargir trop rapidement, créant une diversité ingérable ? Est-elle condamnée à n'être rien de plus qu'une entité ou un espace économique ?

En fait, même ce format restreint pourrait ne pas être réaliste sans une forme de soutien symbolique. Un exemple éloquent est fourni par la crise actuelle de l'euro. Selon de nombreux analystes⁵⁷, cette devise a été créée sans la doter des mécanismes nécessaires pour le gérer efficacement. La politique budgétaire continue de relever des États, tandis que la Banque centrale européenne n'est responsable qu'en partie de la politique monétaire. Il n'existe pas d'équivalent à la Réserve fédérale américaine, avec le pouvoir de discipliner les banques locales et les diverses politiques nationales, y compris les budgets nationaux. Il n'existe pas non plus de réelles euro-obligations, ni de mécanismes de redistribution qui pourraient permettre de revitaliser les économies nationales en difficulté. La solution nécessiterait davantage de centralisation, une mesure que les États membres, soucieux de leur souveraineté et motivée par leur fierté nationale, sont plus que réticents à envisager⁵⁸. De nouveau, en plus du jeu politique familier auquel se livrent les élites des États membres, l'UE se retrouve confrontée à des cultures nationales qui ont entravé le développement d'une forte solidarité européenne et d'un fondement symbolique continental robuste.

Incontestablement, la création de l'UE a été une entreprise visionnaire qui a contribué à maintenir la paix pendant de nombreuses années et a apporté la prospérité au continent. Pour ces raisons et d'autres, il faut espérer qu'elle trouvera suffisamment de soutien pour surmonter la crise actuelle (notamment l'épreuve du Brexit) et poursuivre son développement. Seule une Europe unie

57. E Balibar (2010), I. P. Karolewski, A. M. Suszycki (2011, p. 185-186), H. James (2012), B. C. Tekin (2012), J. Prieur, (2012), P. A. Hall (2012, 2013, 2014), A. Mody (2013), S. Tilford (2015), P. Krugman (nombreux articles dans sa chronique du *New York Times*).

58. Des mesures ont été prises en ce sens récemment, mais uniquement par peur d'une aggravation de la crise de la zone euro. Jusqu'ou cette stratégie plutôt musclée, dictée par l'urgence, peut-elle aller ? Et les nouvelles mesures renforçant le pacte de stabilité et de croissance survivront-elles au-delà des circonstances actuelles ?

peut relever efficacement les défis mondialisés de l'époque présente (changement climatique, concurrence économique mondiale, défense, menace terroriste, corruption internationale...). Toutefois, de nombreux intellectuels, politiciens et autres acteurs européens, y compris des économistes⁵⁹, ont récemment affirmé que l'Europe avait perdu son esprit originel et avait désormais besoin de ce qu'ils ont appelé un « nouveau grand projet », un « nouvel élan », une « redécouverte de son âme », une « utopie mobilisatrice », etc.⁶⁰ En d'autres termes : l'UE manque de mythes forts. Ces appels remettent en cause, du moins implicitement, la philosophie rationaliste, pragmatique et utilitaire de l'UE (Jacques Delors : « On ne tombe pas amoureux d'une monnaie »). Autrement dit, un certain idéalisme trempé dans l'émotion devrait être injecté dans le projet européen.

De nombreux partisans de l'UE ont néanmoins déconseillé de créer ce qui ne leur paraît être que des artifices symboliques, au motif qu'ils peuvent être dangereux ou, dans le meilleur des cas, inutiles. D'autres voix se sont également faites entendre afin d'expliquer pourquoi cette initiative, peut-être louable, était vouée à l'échec : les dirigeants européens n'ont pas la crédibilité suffisante pour mener ce projet, l'âge des mythes est révolu (la culture européenne réflexive, post-moderne, est citée comme un obstacle insurmontable), les mythes nationaux sont trop puissants, il est impossible de fonder les mythes uniquement sur la rationalité, il n'existe pas de base commune pour un récit pan-européen attrayant et unifié...

Il a également été souligné qu'étant donnée la nature même de l'UE (une association volontaire d'États sans précédent), tenter de reproduire le modèle familier de construction des mythes des États-nations serait une erreur. Cela ne ferait que créer une identité faible, et peut-être une forme redoutable de supranationalisme. Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, personne n'a exposé de manière convaincante ce que pourrait être une nouvelle configuration symbolique, susceptible de faire l'objet d'un large consensus.

59. Par exemple : E. Jones, 1970.

60. T. Todorov (2010, p. 169, 187), P. Lamy (2012, p. 6), I. Deak (2012), O. Guez (2013, p. 6), S. A. Bostanci (2013), N. Konstandaras (2014), F. Mogherini (2015), C. Kolvræa (2016)...

Héritage de choix fondateurs qu'elle a faits il y a longtemps, l'UE est désormais prise dans une impasse. Même si elle cherchait à être simplement un grand marché de style britannique, un accord intergouvernemental politiquement intégré de style français ou une sorte de système politique fédéral inspiré du modèle allemand, elle aurait besoin d'un fondement symbolique quelconque, peu importe la façon dont on l'appelle : vision commune, grand récit, idéal, âme, utopie ou autre. Chacune de ces notions exprime, à sa façon, un besoin de mythes. En effet, il est difficile d'imaginer un grand projet collectif visant des évolutions majeures et nécessitant une forte mobilisation citoyenne sans le soutien de mythes. Cela fut le cas des puissants courants d'idées qui ont dominé le monde occidental au cours des deux derniers siècles, qu'il s'agisse du libéralisme, du mouvement ouvrier, de la démocratie, de la laïcité, du progrès technologique ou du socialisme. Dans tous ces cas, des mythes puissants tels que l'individualisme, l'égalité, la liberté, la démocratie, la justice sociale et les droits ont été les forces motrices. La raison, à elle seule, ne peut que fournir l'appareil argumentaire complémentaire, par ailleurs indispensable.

Jusqu'ici, les essais de construction de nouveaux mythes ont été peu fructueux. Existe-t-il une solution ?

4. Réconcilier l'UE avec les nations

À mes yeux, la quête de mythes reste une voie prometteuse et raisonnable, à condition que d'importants ajustements intellectuels et idéologiques soient faits. Pour éviter tout malentendu, je souligne que mes arguments reposent sur les paramètres suivants.

1. La voie vers une véritable identité européenne solide semble être sans issue à court ou à moyen terme, mais les perspectives sont plus favorables pour les mythes :

- Si l'identité européenne est le résultat d'un long processus de maturation autonome et anonyme, la construction des mythes repose plutôt sur des initiatives culturelles menées par des acteurs sociaux crédibles ;
- Les mythes européens n'ont pas besoin d'être entièrement inventés. Ils peuvent s'inspirer de mythes nationaux pré-existants et même emprunter des parties de leur dispositif symbolique (récits, etc.) ;
- Alors que les mythes ne visent qu'une ou quelques valeur(s), l'identité engage tout un imaginaire collectif et appelle donc un processus bien plus complexe ;
- Si les identités ont besoin de mythes, l'inverse n'est pas vrai ;
- L'obstacle de l'hétérogénéité culturelle européenne est plus aisément surmontable car les archétypes à activer transcendent les nations, tout comme les valeurs universelles à promouvoir.

2. Le besoin de mythes européens ou de toute forme de fondement symbolique dépend en grande partie de ce que l'Union veut devenir : plus l'intégration doit être poussée, plus un fondement symbolique substantiel est nécessaire. Ce qui suit est une proposition correspondant à une UE qui serait très proche de la « fédération d'États-nations » promue par Jacques Delors et son Institut⁶¹, à savoir : i) plus qu'un simple espace économique continental et moins qu'une configuration vraiment fédérale, ii) où les nations seraient pleinement reconnues, iii) mais où l'UE aurait les pleins pouvoirs dans des domaines qui désormais dépassent les compétences ou les capacités des États (défense, changement climatique, concurrence mondiale...).

⁶¹. Sur ce sujet, voir G. Ricard-Nihoul (2012).

3. Il faut craindre que l'UE poursuive son ancienne politique conduisant à éroder les cultures nationales et à laisser les États membres avec une assise symbolique affaiblie, tout en n'ayant rien ou peu de choses à proposer comme substitut. Un autre sujet d'inquiétude est un accroissement de la tension entre Bruxelles et les nations, ce qui affaiblirait l'UE dans son ensemble.
4. Je n'aime pas l'idée, exposée par plusieurs universitaires, d'ériger une Europe qui serait rationnelle, civique et universelle au niveau continental, et baignant dans l'irrationalité identitaire et mythique au niveau national. En d'autres termes : la raison en haut, l'émotion en bas. Selon moi, il s'agit d'une formule particulièrement néfaste qui ne ferait qu'aggraver le malaise actuel entre l'UE et les nations. Je considère que les cultures nationales, composées à la fois d'émotion et de raison, d'imaginaire et de droit, sont de grandes ressources sociales et symboliques dont l'UE devrait savoir tirer profit, d'où cet appel à une tentative de réconciliation⁶².
5. On aurait tort de rejeter ce scénario au motif que les mythes sont essentiellement trompeurs et nuisibles. Je les tiens plutôt pour d'indispensables vecteurs de valeurs sacralisées, soudées par la raison et l'émotion. C'est à la société (et notamment à ses dirigeants) de s'assurer que ces valeurs sont bien choisies, suffisamment promues et correctement utilisées.
6. Il faut garder à l'esprit que les mythes correspondent à un mécanisme sociologique universel. D'une façon ou d'une autre, ouvertement ou non, il existera toujours en Europe, comme dans toutes les régions du monde, des acteurs sociaux occupés à créer des mythes à la poursuite de leurs fins (certaines d'entre elles peu recommandables). Finalement, y a-t-il vraiment un choix ? Enfin, qu'y a-t-il de mal à ancrer des valeurs universelles dans l'émotion de telle sorte que leur emprise soit renforcée ? N'est-il pas exact de dire qu'on aimera jamais assez la liberté, les droits, l'égalité, la démocratie ?
7. L'idée de construire un ensemble différent de mythes dénués d'émotion et de sacralisation est un faux débat ; il n'existe pas de mythes purement « rationnels ».

⁶². Cette vision d'une nouvelle relation entre l'UE et les nations, définie comme complémentaire plutôt qu'antagoniste, a été récemment exprimée par plusieurs universitaires, parmi lesquels : H. Kaelble (2005), J.-J. Wunemberger (2006), J. Lacroix (2008, p. 56-59, 111-113), C. Bee (2008, p. 446-47), L. Cram (2009), et autres. On peut également s'attendre à ce que le Brexit sonne l'alarme et convainque les dirigeants européens de se montrer plus sensibles aux attentes des nations.

Quelle est la marche à suivre ? Si les mythes européens à instaurer ne sont pas différents, par nature, des mythes nationaux, comment éviter les risques liés à leur confrontation ? Selon de nombreux analystes⁶³, l'UE doit simplement faire en sorte de remporter cette bataille. J'ai déjà expliqué pourquoi je considère que ce n'est pas la bonne marche à suivre. Une façon plus réaliste de sortir de ce dilemme pourrait consister à i) rétablir les nations en les réhabilitant, et ii) puiser dans leur réserve symbolique. Toutefois, composer avec les nations impliquerait, pour l'UE, d'adopter un nouvel ensemble d'attitudes et de politiques plus positives afin de mettre fin à l'état actuel de méfiance réciproque et de tension.

La réhabilitation des nations et des nationalismes exige d'abord de reconnaître que leur histoire est composée d'un mélange d'épisodes honteux et de réalisations louables. Après tout, à l'occasion de puissants mouvements sociaux, dont certains ont donné lieu à des soulèvements et à des révolutions, les nations et les nationalismes se sont trouvés associés à la démocratie, à la liberté, à l'égalité et aux droits de l'homme. Comme l'ont démontré de nombreux chercheurs⁶⁴, non seulement ils se sont avérés compatibles avec le libéralisme et avec des politiques progressistes, mais ils ont contribué à leur essor. Ce faisant, ils ont apporté les ressources symboliques nécessaires pour soutenir la solidarité, la mobilisation politique et le progrès social. Ils ont également fait partie intégrante du combat contre les monarchies absolues et les régimes totalitaires. Et dans plusieurs anciennes colonies, ils ont fourni le cadre et le moteur du processus d'émancipation collective⁶⁵.

L'histoire nous enseigne une autre leçon importante. Comme nous l'apprennent des décennies de recherche approfondie par les historiens et sociologues dits « constructivistes » (ou « modernistes »)⁶⁶, ce sont les élites, et non le peuple, qui ont créé les nations et les nationalismes, y compris les mythes nationaux⁶⁷. Utilisant de puissants canaux (l'école, l'armée, les médias, la religion, la littérature, les écrits historiques, les rituels populaires...), à partir de la

63. Je fais référence à tous ceux (et ils sont nombreux) qui considèrent que l'Union devrait évoluer de son côté et créer un nouvel ensemble supranational de mythes en parallèle aux mythes nationaux (voir G. Bouchard, À paraître, chapitre 5, partie II).

64. Yael Tamir, Charles Taylor, Will Kymlicka, David Miller, Liah Greenfeld, Alain Dieckhoff, et autres.

65. Je laisse de côté la question de savoir si toutes ces convergences sont structurellement ou contextuellement liées au cadre national, car elle n'est pas pertinente pour mon argumentation. Je ne cherche qu'à souligner l'existence de ces liens.

66. Je me réfère à E. J. Hobsbawm (1992), E. J. Hobsbawm and T. O. Ranger (2012), E. Gellner (1983), A. Giddens (1985), B. Anderson (1991), J. Breuilly (1993), A. M. Thiesse (1999), E. Weber (1976), M. Bertrand et al (2003) et autres.

67. Anthony D. Smith, qui critique la vision des constructivistes (selon lui, les élites ont peu inventé, il aurait déjà existé une base ethnique sur laquelle elles ont pu s'appuyer), souligne également dans ses travaux le rôle majeur des élites (A. D. Smith, 1986).

fin du XVIII^e siècle, ces élites ont inculqué et au besoin imposé le credo national aux populations, et s'en sont ensuite servi pour défendre leurs propres intérêts : renforcer et étendre le capitalisme, créer l'État moderne, étouffer une conscience de classe jugée menaçante et limiter la contestation sociale, faire la guerre, etc. En cours de route, elles ont parfois perdu le contrôle du nationalisme, mais globalement, elles sont parvenues à le harnacher.

Dans le même esprit, des historiens ont souligné que le nationalisme avait incontestablement joué un rôle décisif dans le déclenchement et la poursuite de nombreuses guerres. Mais ils ont néanmoins également démontré que :

- Ces guerres étaient presque toujours planifiées et conduites par les élites ;
- Beaucoup de conflits n'ont pas été provoqués par le nationalisme ;
- Il existe de nombreux cas de nationalisme sans guerre ;
- Souvent, c'est l'expérience de la guerre qui a conduit à la naissance des nations et du nationalisme, et non l'inverse ;
- Dans de nombreux cas, les classes populaires se sont opposées et ont tenté d'éviter le déclenchement des conflits⁶⁸.

Certains fondateurs de l'UE se sont présentés comme des guides vertueux chargés de ramener dans le droit chemin le troupeau des brebis égarées et affolées. Pourtant, les citoyens ont été surtout manipulés pour soutenir l'effort de guerre, et quand ils ont tenté de résister ou de se rebeller, ils ont été présentés comme des traîtres de leur pays et ont été durement châtiés. Il est bien commode de rendre les peuples responsables des crimes européens, mais c'est s'attaquer à la mauvaise cible (tout comme le fait de les tenir coupables de l'effondrement des régimes démocratiques dans l'Europe de l'entre-deux-guerres⁶⁹). De plus, cette vision présume à tort que les masses n'ont pas tiré les enseignements des guerres, contrairement aux élites. Pourtant, ne serait-ce pas logique de penser que la haine de la violence et de la guerre ait été vive surtout chez ceux qui en avaient fait l'expérience directe, dans les tranchées ?⁷⁰

68. De nouveau, je m'appuie ici sur de solides recherches établissant le lien entre élites, nationalisme et guerre. Voir C. Tilly (1985, 1990), B. Bond (1984), M. Harries, S. Harries (1991), D. A. Bell (2007), D. Conversi (2012, 2015), J. A. Hall, S. Malesevic (2013), M. Mann (2013), et autres.

69. Comme l'a démontré N. Bermeo (2003). Selon sa thèse, qui fait autorité, ce sont les élites, et non le peuple, qui ont été responsables des principaux effondrements démocratiques du monde occidental entre 1920 et 1938.

70. De nombreux témoignages viennent soutenir cette affirmation. Il a été établi qu'en 1914-1918, tout comme en 1939-1945, les classes populaires ont appelé à la fin des hostilités bien avant leurs élites. Cela peut expliquer pourquoi le peuple a salué le discours de paix, d'union et de coopération qui a donné lieu à la création de l'UE, malgré sa conception élitiste et autoritaire.

L'UE aurait pu emprunter une autre voie concernant sa vision des nations et des peuples, ainsi que la relation qu'elle a entretenue avec eux. Mais ses fondateurs et leurs successeurs avaient besoin d'un bouc émissaire. Les élites européennes ont trouvé dans les nations et les nationalismes un coupable idéal des deux guerres que leurs prédécesseurs avaient initiées et menées, en suscitant des formes agressives de nationalisme alimentées par l'animosité et la haine (pour ne pas mentionner la quête de gloire et de profit), ouvrant ainsi la voie à la sinistre boucherie⁷¹.

Cette vision « révisionniste » s'oppose à un puissant courant intellectuel. En effet, elle va à l'encontre d'une antipathie profondément ancrée envers les nations et les nationalismes et, pour de nombreux lecteurs, elle semblera absurde et même choquante. Pourtant, il est utile de souligner que cette hostilité radicale est surtout présente en Europe. Dans de nombreuses autres régions du monde, les nations et les nationalismes se sont avérés moins nuisibles et, dans beaucoup de cas, ils ont été inoffensifs, voire utiles (pensons à la Scandinavie, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à la plupart des pays d'Amérique latine, au Canada anglophone, au Québec et dans de nombreux pays engagés dans la décolonisation). Dans une large mesure, cela vaut aussi pour des pays ou nations d'Europe comme la Suisse, les Pays-Bas, le Danemark, l'Écosse, la Catalogne, la Wallonie... Même dans les périodes les plus sombres de la Russie et de la Chine, le nationalisme n'était pas le principal moteur. De plus, la plupart des nations européennes ont célébré pendant de nombreuses années des mythes très nobles tels que la liberté, la démocratie, l'égalité, les droits civiques et la tolérance⁷². Il est par conséquent injuste d'associer exclusivement les peuples et les nations au racisme, à la xénophobie, au repli sur soi et à la guerre, comme le font de nombreux penseurs (y compris de célèbres intellectuels comme George Orwell, Bertrand Russell, Albert Einstein, Lord Acton et autres).

Tout cela soulève une question importante et embarrassante pour les Européens : pourquoi est-ce sur ce continent que les nations et les nationalismes ont dérivé de manière aussi tragique par rapport à la façon dont les

71. Cela dit, il faut souligner que l'Union est elle-même utilisée aujourd'hui comme bouc émissaire par les États membres quand ces derniers lui font reproche de politiques impopulaires qu'ils ont discrètement approuvées, sinon initiées, en premier lieu. L'adoption de politiques néo-libérales en est un exemple (P. Dardot, C. Laval, 2010 ; T. Judt, 2011).

72. W. Kymlicka (2006, p. 129) souligne à juste titre que la plupart des sociétés européennes qui se sont converties au concept de nation depuis la fin du XVIII^e siècle ont adopté des « systèmes de démocratie libérale ».

choses se sont déroulées ailleurs⁷³? Malgré tout son raffinement et sa grande tradition humaniste (la chrétienté, la Renaissance, les Lumières...), l'Europe dans son ensemble a un passé particulièrement violent sur son continent (totalitarisme, luttes intestines, génocides) et à l'étranger (colonialisme, pillages, torture, esclavage). On comprend ainsi le besoin intense chez les élites de trouver un bouc émissaire, ce qui les a menées à promouvoir un puissant contre-mythe qui mettait en relief la malveillance des nations et des nationalismes et l'irrationalité des masses populaires, tout en diffamant les visions dissidentes (ce qui est la marque d'un mythe accompli). Mais grâce au prestige associé à juste titre à la pensée européenne, la vision avilissante des nations et du nationalisme a perduré et s'est propagée dans le monde. Il ne s'agit pas ici de nier que le nationalisme a été trop souvent lié à de terribles abus et crimes. Cependant, une forme de déseuropéanisation du discours national s'avérerait utile. Il y a un besoin urgent de faire la distinction entre les diverses formes de nationalisme, et de regarder au-delà des classes populaires pour comprendre sa vraie nature et son fonctionnement. Dans de nombreuses régions du monde, le nationalisme n'a rien à voir avec ce qui s'est produit en Allemagne, en Italie ou en Europe centrale et orientale durant la Seconde guerre mondiale.

Pour résumer, il est incontestable que le nationalisme peut prendre des formes agressives qui doivent être combattues, mais l'essentiel est de discipliner les élites (ou la classe dirigeante) qui les suscitent en manipulant les populations. Je propose donc de réorienter la réflexion pour faire avancer la compréhension des nations et du nationalisme. On dégagerait ainsi un terrain pour mettre en œuvre une nouvelle façon de construire des mythes européens⁷⁴.

De ce qui précède, on retiendra que la stratégie du bouc émissaire a placé les fondateurs de l'UE face à un double défi quasi insurmontable : i) unifier les États membres, tout en écartant les nations, voire en les rejetant, et ii) créer et entretenir un nouveau fondement symbolique au-delà des anciennes cultures nationales profondément ancrées, et en concurrence avec ces dernières. Sur les deux fronts, le combat était perdu d'avance.

73. Selon M. Mann (2013, p. 173), l'Europe a vu plus de guerres au cours des derniers siècles que n'importe quelle autre région du monde.

74. Afin que ma thèse paraisse moins rébarbative, il m'a été suggéré d'éviter l'utilisation des termes « nations » et « nationalismes » au motif qu'ils ont une connotation trop négative en Europe. Toutefois, je doute de l'intérêt d'utiliser d'autres termes (nationalités, cultures nationales, patriotisme) pour faire référence aux mêmes réalités. En plus, un des buts de cette étude est justement de réhabiliter ces termes, en particulier auprès des Européens.

5. Un autre scénario : l'eupéanisation des mythes nationaux

Dans sa quête de nouveaux mythes, l'UE devrait être en mesure de mettre à profit les cultures nationales⁷⁵, ce *réservoir* de sens, de croyances, de solidarités, de motivations et d'énergie collective, sans créer de situations de double emploi, de tension et de conflit. À cet égard, l'Europe est confrontée à une difficulté étant donné que son passé est composé, pour l'essentiel, de nations défendant avec opiniâtreté leurs propres intérêts (souvent conflictuels). Elle manque donc d'une profonde assise symbolique commune. Les nations, cependant, en regorgent. De plus, le fait d'éliminer le double emploi et la relation concurrente entre l'UE et les nations écarterait le principal obstacle à la création de mythes européens et simplifierait la gouvernance de l'UE.

5.1. L'eupéanisation des mythes nationaux

On peut imaginer différentes façons, pour l'UE, de capitaliser sur les cultures nationales sans les compromettre, dans un esprit de symbiose ou d'hybridation. Chaque nation en viendrait ainsi à percevoir l'UE comme un cadre flexible dans lequel elle peut s'exprimer et se développer conformément à sa trajectoire singulière (voir l'encadré 1 pour des exemples) :

ENCADRÉ 1 ► L'eupéanisation des mythes nationaux : exemples

- Il pourrait s'agir d'une *refondation*. Elle consisterait à utiliser la structure des mythes nationaux existants (leurs principales valeurs universelles, leur fondement archétypique, leur articulation contextuelle) et d'y ajouter de nouveaux contenus européens compatibles (y compris des récits), en élargissant ainsi leur portée géographique et sociale.
- Selon un deuxième dispositif (*le recyclage*), il serait possible de poursuivre le même objectif en retravaillant l'échafaudage du mythe (l'ancrage, l'empreinte, les symboles, les rituels commémoratifs) de telle sorte qu'il soit porteur de la même valeur, mais à plus grande échelle.

⁷⁵. Cela vaut aussi pour les cultures nationales sans État.

- La mise en levier (*piggybacking*) est une autre piste. Elle consisterait à élaborer un nouveau mythe (européen) dans la continuité ou en filiation avec un mythe (national) déjà bien implanté afin de profiter de son autorité et de la renforcer.

Dans la même veine, P. Magnette⁷⁶ a conçu le concept de *décentrement* comme moyen de concilier les citoyennetés nationale et européenne⁷⁷. D'autres procédés semblables pourraient être élaborés et testés, dans le même esprit : créer des mythes européens polysémiques qui résonnent aussi bien au niveau européen que national.

À noter que ces ancrages (honteux ou glorieux, positifs ou négatifs) n'auraient pas à être inventés - ce qui de toute façon serait impossible. Ils existent déjà dans le passé des nations et dans le passé de l'Europe elle-même : la Renaissance, les Lumières, le développement de la démocratie et des droits de l'homme, l'Inquisition, le colonialisme, les guerres, les fascismes, les génocides... Il s'agit d'événements et d'expériences qui se sont déroulés sur le continent et pourraient servir de base à un *ethos* positif. En fait, cette proposition pourrait emprunter deux directions : i) œuvrer à l'échelle européenne sur les ancrages, les empreintes et les valeurs qui peuvent interpeller toutes les nations et ii) agir à partir de certaines nations en particulier en vue d'agrandir la portée de leurs mythes (par exemple, le mythe français de l'universalité). Mais d'une manière ou d'une autre, l'idée serait toujours de relier des valeurs universelles à l'émotion.

Ce faisant, il n'est pas nécessaire de malmenager les nations. Au contraire, cela pourrait et devrait se faire en conversation avec elles, pour ainsi dire, en vue de consolider et de promouvoir leurs propres mythes de telle sorte que chacune, à sa façon, trouve sa place dans le cadre symbolique étendu de l'Union. Ce processus devrait également s'appuyer sur les contextes historiques, les motivations et les attentes spécifiques qui ont amené chaque nation à rejoindre l'Union en premier lieu.

Malheureusement, les cas les plus célèbres qui pourraient illustrer les trois dispositifs évoqués dans l'encadré relèvent de la pure manipulation⁷⁸. Un

⁷⁶. P. Magnette, 2007.

⁷⁷. À propos de cette idée, voir également J. Lacroix, 2008, p. 111-113.

⁷⁸. Par exemple, la façon dont l'URSS, après la Seconde guerre mondiale, a tenté de « soviétiser » les mythes nationaux de la Pologne (J. Prokop, 1995) et de la Roumanie (I. Buse, 2008, p. 136-138). Sur ce thème et sur des sujets connexes, voir G. Bouchard (2014, p. 96-118).

exemple paradigmatique est la France du XIX^e siècle et sa tentative de concilier les anciennes cultures locales et régionales avec le crédo républicain centralisé en développant la métaphore des « petites patries » et de la « grande patrie ». Cette dernière était alors présentée comme le prolongement des premières définies comme des microcosmes de la République. Les cultures locales pouvaient ensuite survivre non pas de manière indépendante, mais uniquement dans la mesure où elles pouvaient être considérées comme une expérience formatrice initiant les populations locales au grand mythe national⁷⁹.

5.2. Une voix européenne, divers échos nationaux

L'objectif est de créer des mythes européens qui soient un prolongement des cultures nationales afin que ces dernières ne perçoivent plus l'UE comme une menace. De même, le fait d'ancrer des valeurs universelles dans les cultures nationales ferait taire la principale critique élevée contre le modèle du patriotisme constitutionnel, jugé trop abstrait et peu mobilisateur. À l'heure présente, ces idées ne sont que de simples intuitions, mais elles mériteraient d'être poussées plus avant et testées dans le cadre d'une expérience collective originale et démocratique axée sur l'élaboration de propositions de mythes, en travaillant à partir d'un échantillon de nations et de valeurs⁸⁰. Est-il réaliste de penser que cette approche pourrait être déployée à l'échelle de toute l'Union ? Inutile de dire que cette perspective ambitieuse implique un processus long et incertain, mais elle ne devrait pas être rejetée catégoriquement.

L'innovation est nécessaire à un autre niveau. Traditionnellement, les mythes ont été construits dans le cadre d'un processus vertical mené par un puissant acteur social qui, faisant généralement partie de la classe dirigeante, défendait simplement ses intérêts. Par souci de transparence et de solidarité, une formule différente pourrait être envisagée qui impliquerait de simples citoyens

79. Voir J.-F. Chanet (1996), A.-M. Thiessé (1997), S. Huyghe (2004). Si ingénieux qu'il soit, on peut douter de l'efficacité de ce tour de passe-passe (on se demande dans quelle mesure les Bretons y ont adhéré...). Quoi qu'il en soit, dans l'esprit des dirigeants politiques, les cultures régionales sont restées une source de perturbation tout au long du XX^e siècle.

80. Dans d'autres directions mais dans le même esprit, des propositions intéressantes ont été formulées récemment et différentes tentatives de conciliations ont été faites, par exemple : concevoir des réseaux narratifs « dialogiques » plutôt que des processus sémiotiques descendants et linéaires ; ouvrir des voies d'accès symboliques adaptées et spéciales à l'UE, reflétant les singularités nationales. Concernant les valeurs à célébrer au niveau européen, il a été suggéré de créer une « convergence herméneutique », etc. Enfin, cette déclaration adaptée de Jacques Santer, ancien président de la Commission européenne, invite à la réflexion : si la partition est bonne, il n'y a pas de dissonance entre les violons et l'orchestre...

dans le processus. Il s'agit d'un procédé certes ambitieux, difficile à concrétiser, mais pourquoi ne pas le mettre à l'essai ?

Cette initiative nécessite un effort qui va bien au-delà de la simple stratégie de communication. La recherche de l'hybridation et de la synergie dans un esprit de démocratie exige l'élaboration de configurations symboliques flexibles, transparentes et bien équilibrées qui ont une large portée, tout en demeurant étroitement liées aux inquiétudes du moment. En d'autres termes : une voix européenne avec divers échos nationaux.

Par exemple, le mythe de l'égalité a été célébré dans plusieurs pays européens et pourrait donc faire partie d'une culture continentale. Dans chacun d'entre eux, il a revêtu un sens différent (l'égalité des droits civiques en France, l'égalité des conditions de vie dans les pays scandinaves, etc.) et il repose sur des ancrages et des récits spécifiques. Il en va de même avec les mythes de la liberté, de l'universalité, de la démocratie et des droits de l'homme ; toutes ces valeurs ont fait l'objet de processus d'historisation spécifiques. Il devrait être possible de créer une dynamique entre ces mythes afin qu'ils se nourrissent les uns des autres et assument le statut de mythes européens, conformément à la devise de l'UE : l'unité (continentale) dans la diversité (nationale).

Cette proposition éviterait les critiques à deux autres niveaux. D'une part, elle ne ferait la promotion que des mythes nationaux en accord avec les valeurs universelles défendues par l'UE⁸¹, évitant ainsi une menace ultranationaliste à l'échelle de l'État. De même, en se concentrant sur des valeurs universelles, elle empêcherait également la formation d'une forme perverse de nationalisme supranational. Cela dit, deux questions se posent. La proposition est-elle réaliste sur le plan politique, les dirigeants européens sont-ils disposés à endosser un tel programme et ses hypothèses ? Le cas échéant, est-il trop tard ?

Enfin, il ne faut pas exclure la possibilité que la construction de nouveaux mythes ne change pas de manière significative le cours de l'UE. Toutefois, à l'heure actuelle, toute initiative potentiellement utile semble bienvenue.

81. Inutile de préciser que les mythes nationaux incitant au repli, à la xénophobie ou à la domination seraient rejetés.

CONCLUSION

Cette étude repose sur l'idée maîtresse que l'UE doit développer un attrait émotionnel pour servir des objectifs à la fois internes (mobiliser les citoyens, intensifier la solidarité) et externes (exercer plus efficacement son rôle dans le monde). Tel que souligné précédemment, l'Union a apporté une contribution durable à la paix et au développement économique et elle mérite certainement de survivre et de se développer. L'un de ses principaux et plus nobles objectifs a été de réduire l'égoïsme des États-nations et de promouvoir des idéaux universels. Cependant, en poursuivant cet objectif, certaines orientations se sont avérées improductives. Étant donné l'incertitude qui règne actuellement, personne ne sait ce que l'UE deviendra dans le long terme. Elle souffre aujourd'hui d'une tension structurelle avec des nations qui nourrissent de la méfiance à l'égard de Bruxelles. Ce sentiment a de nombreuses sources et il s'exprime de différentes façons :

- Un faible niveau de soutien et une identité européenne défaillante ;
- La montée des nationalismes de droite dans tous les États membres ;
- Du mépris pour les technocrates bruxellois ;
- Du ressentiment envers les procédures peu démocratiques de l'Union⁸².

D'autres grandes difficultés entravent le développement de l'UE qui semble ne pas disposer des moyens économiques, politiques et culturels pour les surmonter. Pour cette raison, entre autres, il a souvent été souligné, à juste titre, que l'UE était à un tournant, qu'il était temps de faire le point et de programmer une relance grâce à un nouveau programme symbolique. N. Konstandaras⁸³, notamment, a exprimé avec vigueur ce point de vue : « La survie de l'Union (...) a besoin d'idées. Il est peut-être temps de faire appel à des rêveurs (...). Nous

82. Je n'ai pas évoqué le niveau plutôt bas de participation aux élections européennes car l'interprétation de cet indicateur est plus complexe qu'il ne semble. Ainsi, Y. Bertoincini (2014) a démontré que la thèse familière selon laquelle une faible participation électorale est le reflet d'un faible appui de l'UE devait être nuancée. Il faut tenir compte de la concurrence avec des élections locales simultanées, des différentes évolutions au sein des États membres, de certaines distorsions importantes dues à leur structure démographique et d'autres facteurs.

83. N. Konstandaras, 2014.

avons besoin d'une grande convention sur l'avenir de ce qui est, avant tout, un symbole d'humanité ». Il est désormais clair que l'ancienne approche par le haut inspirée par la méfiance envers les nations et la volonté de les écarter est devenue nuisible.

Il faut composer avec une réalité : en tant que sièges de langues, d'identités, de récits, de solidarités et de mythes, les nations ne risquent pas de disparaître de sitôt⁸⁴. De plus, pour de nombreuses personnes, elles restent le premier lieu où se réfugier quand elles se sentent menacées. C'est là aussi qu'elles peuvent encore le plus facilement s'exprimer et se faire entendre. Au lieu de les affronter, l'UE devrait trouver un moyen de créer des passerelles et d'unir ses forces avec elles. Dans cet esprit, en réduisant la tension entre Bruxelles et les nations, ma proposition rendrait l'Union plus hospitalière pour les citoyens européens et, dans une certaine mesure, elle freinerait l'élan des nationalismes de droite.

D'une façon ou d'une autre, l'UE aurait pu trouver une manière originale de puiser dans ce réservoir symbolique et de l'exploiter pour donner de l'élan à son projet en créant un sentiment fort d'appartenance et de solidarité qui fait actuellement défaut. À l'inverse, à partir des années 1970, elle a choisi de construire son propre fondement symbolique en parallèle et en concurrence avec les cultures nationales et, globalement, elle a échoué.

Je ne prétends pas qu'une assise symbolique plus solide aurait évité à l'UE les difficultés présentes et son incapacité à prendre des décisions sur d'autres grands enjeux, de la guerre en Irak à la crise actuelle des réfugiés. Toutefois, je crois qu'en renforçant la solidarité, elle aurait pu réduire l'animosité, créer une meilleure relation entre les États membres en désaccord ou en conflit et les aider à mieux gérer la situation actuelle. Dans l'ensemble, un demi-siècle après la prédiction de S. Hoffmann⁸⁵, il se confirme que le néo-fonctionnalisme n'est pas parvenu à remplacer l'État-nation en Europe.

84. Les États ont été davantage affaiblis ces dernières décennies que les nations. On pourrait même dire que ces dernières ont trouvé une nouvelle source de résilience dans le déclin (relatif) des premiers.

85. S. Hoffmann, 1966.

Le plus important, la véritable menace, ce ne sont pas les mythes *en soi*, mais les intérêts et stratégies des acteurs et dirigeants sociaux qui les créent, les inculquent, les entretiennent et les utilisent pour leurs propres fins, tout en les détournant de leur finalité originale (comme c'est souvent le cas, par exemple, avec la religion). Ainsi, un contrôle collectif devrait être exercé grâce à des médias critiques et indépendants, une forte éducation civique, beaucoup de vigilance citoyenne, une démocratie dynamique et une action combinée de groupes de pression. Il s'agit précisément d'un rôle essentiel que l'UE pourrait s'engager à jouer avec les États, créant ainsi un système de contre-pouvoirs⁸⁶. C'est ici, enfin, qu'une sphère publique européenne serait nécessaire.

La construction de mythes européens pourrait-elle donner lieu à un supranationalisme continental agressif et nocif? De nouveau, la réponse se trouve dans le comportement des classes dirigeantes qui, comme nous le savons, peuvent transformer les mythes les plus vertueux en des instruments de dégradation. Encore une fois, le facteur déterminant est la capacité de la société civile à exercer un contrôle efficace sur le processus décisionnel, ce qui soulève la question de la santé et de l'avenir de la démocratie en Europe. Cette remarque souligne la nécessité, pour l'UE, de réformer son modèle de gouvernance très centralisé, un modèle qui, dans son état actuel, offre des possibilités de manipulation.

Enfin, à en croire les pessimistes, l'UE fait face à un avenir très sombre et elle pourrait bien s'effondrer. Mais ce ne sera pas le cas des nations. Bruxelles devrait en prendre note.

⁸⁶. En fait, il s'agit d'un rôle que l'Union exerce déjà de façon efficace en assurant la promotion des droits civils et d'autres valeurs libérales (W. Kymlicka, 2006). Dans la même veine, voir P. Magnette (2000).

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON Benedict (1991). *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London, Verso, 224 pages.
- BALIBAR Étienne (2010). "Europe is a dead political project", *The Guardian (site web)*, [en ligne], 4 pages.
- BARTH Fredrik (ed.) (1969). *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*. London, Allen & Unwin, 153 pages.
- BEE Cristiano (2008). "The 'Institutionally Constructed' European Identity: Citizenship and Public Sphere Narrated by the Commission", *Perspectives on European Politics and Society*, vol. 9, no 4, December, p. 431-450.
- BELL David A. (2007). *The First Total War: Napoleon's Europe and the Birth of Warfare as We Know It*. Boston, Houghton Mifflin, 420 pages.
- BERTONCINI Yves (2014). *Élections européennes : le piège de l'abstention*. Paris, Institut Jacques Delors, 16 pages.
- BERGER Stefan (2005). "A Return to the National Paradigm? National History Writing in Germany, Italy, France and Britain from 1945 to the Present", *The Journal of Modern History*, 77 (September), p. 629-678.
- BERMEO Nancy (2003). *Ordinary People in Extraordinary Times: The Citizenry and the Breakdown of Democracy*. Princeton and Oxford, Princeton University Press, 288 pages.
- BERTRAND Michel, CABANEL Patrick, LAFARGUE Bertrand (2003). *La fabrique des nations. Figures de l'État-nation dans l'Europe du XIX^e siècle*. Paris, Éditions de Paris, 399 pages.
- BICKERTON Christopher J. (2012). *European Integration: From Nation-States to Member States*. Oxford, Oxford University Press, 217 pages.
- BILLIG Michael (1995). *Banal Nationalism*. London, Sage, 200 pages.
- BOND Brian (1984). *War and Society in Europe, 1870-1970*. London, Fontana, 256 pages.
- BOSTANCI S. Anne (2013). "Making the Mythical European: Elucidating the EU's Powerful Integration Instrument of Discursive Identity Construction", *Perspectives on European Politics and Society*, vol. 14, no 2, p. 172-184.
- BOTTICI Chiara (2010). *A Philosophy of Political Myth*. Cambridge, Cambridge University Press, 296 pages.
- BOTTICI Chiara, CHALLAND Benoît (2013). *Imagining Europe: Myth, Memory, and Identity*. New York, Cambridge University Press, 205 pages.
- BOUCHARD Gérard (2007). "Le mythe. Essai de définition", dans G. Bouchard, B. Andrès (dirs.) *Mythes et sociétés des Amériques*, Montréal, Québec Amérique, p. 409-426.

BOUCHARD Gérard (2013a). "The Small Nation with a Big Dream: Québec National Myths (eighteenth-twentieth centuries)", dans Gérard Bouchard (dir.), *National Myths: Constructed Pasts, Contested Presents*, New York, Routledge, p. 1-23.

BOUCHARD Gérard (ed.) (2013b). *National Myths: Constructed Pasts, Contested Presents*. New York, Routledge, 306 pages.

BOUCHARD Gérard (2014). *Raison et déraison du mythe. Au cœur des imaginaires collectifs*. Montréal, Boréal, 234 pages.

BOUCHARD Gérard (À paraître). *L'Europe en quête d'Européens. Pour un nouveau rapport entre Bruxelles et les nations*.

BOND Brian (1984). *War and Society in Europe, 1870-1970*. London, Fontana, 256 pages.

BREUILLY John (1993). *Nationalism and the State*. Manchester, Manchester University Press, 474 pages.

BUSE Ionel (2008). *Du logos au muthos. Textes des conférences sur l'imaginaire et la rationalité*. Paris, L'Harmattan, 204 pages.

CASTORIADIS Cornelius (1987). *The Imaginary Institution of Society*. Cambridge, MA, MIT Press, 418 pages.

CHANET Jean-François (1996). *L'École républicaine et les petites patries*. Paris, Aubier, 426 pages.

CHRYSSOCHOU Dimitris N. (2000). *Democracy in the European Union*. London, I. B. Tauris, 280 pages.

CITRIN Jack, SIDES John (2004). "Can there be Europe without Europeans? Problems of identity in a multinational community", in R. Herrmann et al (eds), *Identities in Europe and the Institutions of the European Union*. Lanham, MD, Rowman and Littlefield.

CLOET Pierre-Robert, LEGUÉ Bénédicte, MARTEL Kerstin (2013). *Unis dans la diversité : hymnes et drapeaux de l'Union européenne*. Institut Jacques Delors, 112 pages.

COLLEY Linda (1992). *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*. New Haven (CT), Yale University Press, 429 pages.

CONVERSI Daniele (2012). "Modernism and Nationalism", *Journal of Political Ideologies*, vol. 17, no 1, p. 13-34.

CONVERSI Daniele (2015). "War and Nationalism", *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, vol. 25, p. 363-370.

CRAM Laura (2009). "Introduction: Banal Europeanism: European Union Identity and National Identities in Synergy", *Nations and Nationalism*, vol. 15, no 1, p. 101-108.

DARDOT Pierre, LAVAL Christian (2010). *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. Paris, La Découverte, 498 pages.

DEAK Istvan (2012), "Where's Charlemagne when we need him?", *International Herald Tribune*, 2 juillet, p. 6.

- DEBOMY Daniel (2016). *L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015)*. Paris, Institut Jacques Delors, 117 pages.
- DELLA SALA Vincent (2013). "Myth and the Postnational Polity: The Casa of the European Union", in Gérard Bouchard (ed.), *National Myths: Constructed Pasts, Contested Presents*. London and New York, Routledge, p. 157-172.
- DELSOL Chantal, MATTÉI Jean-François (eds.) (2010). *L'identité de l'Europe*. Paris, Presses Universitaires de France, 173 pages.
- DOISE Willem (1984). "Social Representations, Inter-group Experiments and Levels of Analysis", in Robert M. Farr et Serge Moscovici (dirs.), *Social Representations*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 255-268.
- EDENSOR Tim (2002). *National Identity, Popular Culture and Everyday Life*. Oxford, Berg Books, 224 pages.
- FAVELL Adrian (2005). "Europe's Identity Problem", *West European Politics*, Vol. 28, No. 5, p. 1109-1116.
- FISCHER Karin (2009). "The Influence of Neoliberals in Chile before, during and after Pinochet", in Philip Mirowski and Dieter Plehwe (eds.), *The Road From Mont Pèlerin. The Making of the Liberal Thought Collective*, Cambridge, MA, Harvard University Press, p. 305-346.
- GALLAND Olivier, ROUDET Bernard (eds.) (2005). *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*. Paris, La Découverte, 327 pages.
- GELLNER Ernest (1983). *Nations and Nationalism*. Ithaca, NY, Cornell University Press, 150 pages.
- GIDDENS Anthony (1985). *The Nation-State and Violence*. Cambridge, Polity Press, 399 pages.
- GOFFMAN Erving (1974). *Frame Analysis : An Essay on the Organization of Experience*. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 586 pages.
- GRASS Étienne (2013). *L'Europe sociale*. Paris, La documentation Française, 196 pages.
- GUEZ Olivier (2013). "Are there any Europeans left?", *International Herald Tribune*, 4 March, p. 6.
- HABERMAS Jürgen, DERRIDA Jacques (2005). "February 15, or, what Binds Europeans Together: Plea for a Common Foreign Policy, Beginning in Core Europe", in Daniel Levy, Max Pensky and John Torpey (eds.), *Old Europe, New Europe, Core Europe: Transatlantic Relations After the Iraq War*. London/New York, Verso, p. 3-13.
- HALL John A., MALESEVIC Sinisa (dirs.) (2013). *Nationalism and War*. Cambridge, Cambridge University Press, 371 pages.
- HALL Peter A. (2005). "Preference Formation as a Political Process: The Case of Monetary Union in Europe", dans Ira Katznelson et Barry Weingast (dirs.), *Preferences and Situations: Perspectives from Rational Choice and Historical Institutionalism*. New York, Russell Sage Foundation, p. 129-160.
- HALL Peter A. (2012). "The Economics and Politics of the Euro Crisis", *German Politics*, vol. 21, no 4, December, p. 355-371.

- HALL Peter A. (2012). "The Mythology of European Monetary Union", *Swiss Political Science Review*, vol. 18, no 4, December, p. 508-513.
- HALL Peter A. (2013). "Democracy in the European Union: The Problem of Political Capacity", in Klaus Armingeon (dir.), *Staatsstätigkeiten, Parteien und Demokratie*. Berlin, Verlag für Sozialwissenschaften, p. 429-441.
- HALL Peter A. (2014). "The Politics of Social Solidarity in Comparative Historical Perspective". Communication presented at the workshop 'The Strains of Commitment: The Political Sources of Solidarity in Diverse Societies' (Florence, 20-21 February).
- HALL Peter A. (Forthcoming). "How Growth Regimes Evolve in Developed Democracies".
- HALLER Max (2008). *European Integration as an Elite Process. The Failure of a Dream?* Londres et New York, Routledge, 431 pages.
- KAROLEWSKI Ireneusz P., SUSZYCKI Andrzej Marcin (2011). *The Nation and Nationalism in Europe: An Introduction*. Edinburgh (UK), Edinburgh University Press, 232 pages.
- HARRIES Meirion, HARRIES Susie (1991). *Soldiers of the Sun: The Rise and Fall of the Imperial Japanese Army*. London, Heinemann, 471 pages.
- HAYEK Friedrich A. (1973). *Rules and Order: A New Statement of the Liberal Principles of Justice and Political Economy*, volume I. London, Routledge & K. Paul, 184 pages.
- HAYEK Friedrich A. (1976). *The Mirage of Social Justice*, volume II. Chicago, University of Chicago Press, 195 pages.
- HAYEK Friedrich A. (1979). *The Political Order of a Free People*, volume III. Chicago, University of Chicago Press, 244 pages.
- HEISBOURG François (2013). *La fin du rêve européen*. Paris, Éditions Stock, 200 pages.
- HOBSBAWM Eric. J. (1992). *Nations and Nationalisms since 1780: Program, Myth, Reality*. Cambridge, Cambridge University Press, 206 pages.
- HOBSBAWM Eric. J., RANGER Terence O. (2012). *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press, 320 pages.
- HOFFMANN Stanley (1966). "Obstinate or Obsolete? The Fate of the Nation-State and the Case of Western Europe", *Daedalus*, vol. 95, no 3, Summer, p. 862-915.
- HOOGHE Liesbet, MARKS Gary (2005). "Calculation, Community and Cues", *European Union Politics*, vol. 6, no 4, p. 419-443.
- HUYGUE Sébastien (2004). "Construire une citoyenneté européenne", in Pascal Boniface (ed.), *Quelles valeurs pour l'Union européenne?* Paris, Institut de relations internationales et stratégiques/ Presses Universitaires de France, p. 67-71.
- IMIG Doug, TARROW Sidney (dirs.) (2001). *Contentious Europeans: Protest and Politics in an Emerging Polity*. Lanham, MD, Rowman & Littlefield, 294 pages.

- JAMES Harold (2012). *Making the European Monetary Union: The Role of the Committee of Central Bank Governors and the Origins of the European Central Bank*. Cambridge, Mass., Belknap Press of Harvard University Press, 567 pages.
- JEANNENEY Jean-Noël (2000). *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*. Paris, Odile Jacob, 229 pages.
- JENNAR Raoul Marc (2004). *Europe, la trahison des élites*. Paris, Fayard, 288 pages.
- JO Sam-Sang (2007). *European Myths: Resolving the Crises in the European Community/European Union*. Lanham, Maryland, University Press of America, 206 pages.
- JONES Erik (2010). "The Economic Mythology of European Integration", *Journal of Common Market Studies*, vol. 48, no.1, p. 89-109.
- JUDT Tony (2006). *Postwar: A History of Europe Since 1945*. London, Penguin Books, 960 pages.
- JUDT Tony (2011). *A Grand Illusion? An Essay on Europe*. New York et Londres, New York University Press, 150 pages.
- KAEUBLE H. (2005). *Les chemins de la démocratie européenne*. Paris, Belin, 217 pages (traduit de l'allemand par Nicole Thiers).
- KAISER Wolfram (2007). *Christian Democracy and the Origins of European Union*. Cambridge, Cambridge University Press, 390 pages.
- KAROLEWSKI Ireneusz P., SUSZYCKI Andrzej Marcin (2011). *The Nation and Nationalism in Europe: An Introduction*. Edinburgh (UK), Edinburgh University Press, 232 pages.
- KOLVRAA Christoffer (2016). "European Fantasies: On the EU's Political Myths and the Affective Potential of Utopian Imaginaries for European Identity", *Journal of Common Market Studies*, vol. 54, no 1, p. 169-184.
- KONSTANDARAS Nikos (2014). "Turning from Europe's Past", *International New York Times*, June 26, p. 6.
- KRAUS Peter A. (2011). "The Politics of Complex Diversity: A European Perspective", *Ethnicities*, vol. 12, no 1, p. 3-25.
- KRUGMAN Paul (2015). "Europe the Unready", *International New York Times*, 28 novembre, p. 6.
- KYMLICKA Will (2006). "Liberal Nationalism and Cosmopolitan Justice", in Robert Post (ed.), *Another Cosmopolitanism*. Oxford, Oxford University Press, p. 128-144.
- LACROIX Justine (2008). *La pensée française à l'épreuve de l'Europe*. Paris, Bernard Grasset, 140 pages.
- LAMBERTS Emiel (ed.) (1997). *Christian Democracy in the European Union (1945-1995)*. Leuven, Leuven University Press, 512 pages.
- LAMY Pascal (2012), "Europe needs a legitimacy compact", *International Herald Tribune*, 9 juillet, p. 6.

- LANGENBACHER Eric, NIVEN Bill, WITTLINGER Ruth (dirs.) (2013). *Dynamics of Memory and Identity in Contemporary Europe*. New York, Berghahn Books, 242 pages.
- LAQUEUR Walter (2007). *The Last Days of Europe: Epitaph for an Old Continent*. New York, Thomas Dunne Books/St. Martin's Press, 243 pages.
- MAGNETTE Paul (2000). *L'Europe, l'État et la démocratie*. Bruxelles, Éditions Complexe, 262 pages.
- MAGNETTE Paul (2007). "Comment peut-on être Européen ?", *Raison publique*, no 7, October, p. 99-114.
- MAJONE Giandomenico (2000). "The Credibility Crisis of Community Regulation", *Journal of Common Market Studies*, Vol. 38, No. 2, p. 273-302.
- MANN Michael (1995). "A Political Theory of Nationalism and Its Excesses", dans Sukumar PERIWAL (dir.), *Notions of Nationalism*. Budapest/London/New York, Central European University Press, p. 44-64.
- MANN Michael (2013). "The role of nationalism in the Two World Wars", in John A. Hall and Sinisa Malesevic (dirs.), *Nationalism and War*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 172-196.
- MILWARD Alan S. (1992). *The European Rescue of the Nation-State*. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 477 pages.
- MODY Ashoka (2013). *A Schuman Compact for the Euro Area*. Bruxelles, Bruegel, 40 pages.
- MOGHERINI Federica (2015). Interview in the newspaper *La Presse*, 30 May, p. A20.
- MONNET Jean (1978). *Memoirs*. Garden City, New York, Doubleday & Company, 544 pages.
- MORAVCSIK Andrew (2004). "Is There a 'Democratic Deficit' in World Politics? A Framework for Analysis", *Government and Opposition*, Vol. 39, No. 2, p. 336-363.
- MORIN Edgar (1990). *Penser l'Europe*. Paris, Gallimard, 266 pages.
- NOOTENS Geneviève (Forthcoming). "Contention, Democratization and the European Union".
- OBRAĐOVIC Daniela (1996). "Policy Legitimacy and the European Union", Vol. 34, No. 2 (June), p. 191-221.
- OURAOUI Mehdi (2008). *Les grands discours de l'Europe, 1918-2008*. Bruxelles, Complexe, 536 pages.
- PLEHWE Dieter (2009). "Introduction", in Philip Mirowski and Dieter Plehwe (eds.), *The Road From Mont Pèlerin. The Making of the Liberal Thought Collective*, Cambridge, MA, Harvard University Press, p. 1-42.
- PRIEUR Jean (2012). *L'illusion européenne? Plaidoyer pour une Europe unie et forte*. L'Harmattan, 136 pages.
- PROKOP Jan (1995). "Mythes fondateurs stalinien en Pologne après 1945. Continuités et ruptures", *Iris*, no 15 ("Mythes et Nation"), p. 157-169.
- RICARD-NIHOUL Gaëtane (2012). *Pour une fédération européenne d'États-nations. La vision de Jacques Delors revisitée*. Bruxelles, Larcier, 208 pages.
- ROSATO Sebastian (2011). *Europe United: Power Politics and the Making of the European Community*. Ithaca, NY, Cornell University Press, 265 pages.

SASSATELLI Monica (2002). "Imagined Europe: The Shaping of a European Cultural Identity through EU Cultural Policy", *European Journal of Social Theory*, vol. 5, no 4, p. 435-451.

SCHMIDT Vivian A. (ed.) (2010). *La démocratie en Europe. L'Union européenne et les politiques nationales*. Paris, La Découverte, 380 pages.

SHORE Chris (2000). *Building Europe: The Cultural Politics of European Integration*. London, Routledge, 258 pages.

SMITH Anthony D. (1986). *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford, Basil Blackwell, 312 pages.

SMITH Anthony D. (1992). "National Identity and the Idea of European Unity", *International Affairs*, Vol. 68, No. 1, p. 55-76.

SONNTAG Albrecht (2011). "False Expectations. The Counterproductive Side Effects of the EU's Use of Political Symbols", in F. Cerutti, S. Lucarelli and V. A. Schmidt (eds.), *Debating Political Identity and Legitimacy in the European Union*. London, Routledge, p. 115-130.

SWIDLER Ann (1986). "Culture in Action: Symbols and Strategies", *American Sociological Review*, vol. 51, no 2, p. 273-286.

TEKIN Beyza Ç. (2012). "Re-negotiating European Identity at Times of Crisis". Communication presented at the *19th International Conference of Europeanists* (Boston, 22-24 March 2012).

THIESSE Anne-Marie (1997). *Ils apprenaient la France : l'exaltation des régions dans le discours patriotique*. Paris, Maison des sciences de l'homme, 130 pages.

THIESSE Anne-Marie (1999). *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècles*. Paris, Éditions du Seuil, 320 pages.

TILFORD Simon (2015). "The Eurozone's Fault Lines", *International New York Times*, 15 juillet, p. 7.

TILLY Charles (1985). "War Making and State Making as Organized Crime", in P.B. Evans, R. Rueschmeyer and T. Skocpol (eds.), *Bringing The State Back In*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 169-189.

TILLY Charles (1990). *Coercion, Capital and European States: AD 990-1990*. Oxford & Cambridge, MA, Basil Blackwell, 269 pages.

TODOROV Tzvetan (2004). "Les valeurs au service d'un projet d'avenir", dans Pascal Boniface (dir.), *Quelles valeurs pour l'Union européenne ?* Paris, IRIS/PUF, p. 53-59.

TODOROV Tzvetan (2010). *The Fear of Barbarians: Beyond the Clash of Civilizations*. Chicago, The University of Chicago Press, 233 pages.

WEBER Eugen (1976). *Peasants Into Frenchmen: The Modernization of Rural France, 1870-1914*. Stanford, Calif., Stanford University Press, 615 pages.

WOOD Steve, QUAISSER Wolfgang (2008). *The New European Union. Confronting the Challenges of Integration*. Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers, 253 pages.

WUNENBURGER Jean-Jacques (2006). "Le mythe de l'Europe, l'Europe des mythes", *Cahiers de l'Echinox*, vol. 10, 9 pages.

ZIELONKA Jan (2006). *Europe as Empire: The Nature of the Enlarged European Union*. New York, Oxford University Press, 304 pages.

OUI, NOUS SOMMES EUROPÉENS !

Jacques Delors, Enrico Letta, Pascal Lamy, Yves Bertoncini et les participants au comité européen d'orientation 2016 de l'Institut Jacques Delors, *Tribune - Le Mot*, octobre 2016

L'UE MALGRÉ TOUT ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)

Daniel Debomy, *Études & Rapports n° 111*, Institut Jacques Delors, juin 2016

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : LE PIÈGE DE L'ABSTENTION

Yves Bertoncini, *Policy paper n° 110*, Institut Jacques Delors, mai 2014

UNIS DANS LA DIVERSITÉ : HYMNES ET DRAPEAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Pierre-Robert Cloet, Bénédicte Legué, Kerstin Martel, *Études & Rapports n° 102*, Institut Jacques Delors, décembre 2013

LA QUESTION DE L'IDENTITÉ EUROPÉENNE DANS LA CONSTRUCTION DE L'UNION

Jacques Delors & Aziliz Gouez, *Synthèse*, Notre Europe - Institut Jacques Delors, septembre 2010

RENCONTRES EUROPÉENNES : 13 ENTRETIENS SUR L'IDENTITÉ EUROPÉENNE

Aziliz Gouez, *Études & Recherches n° 82*, Notre Europe - Institut Jacques Delors, septembre 2010

DÉ-PAYSEMENTS

Aziliz Gouez, *Études & Recherches n° 83*, Notre Europe - Institut Jacques Delors, mai 2010

FABRIQUES DE L'EUROPE

Préface par Jacques Delors et Christian Caujolle, Introduction par Aziliz Gouez, Éditions Filigranes, octobre 2008

L'IDENTITÉ EUROPÉENNE DANS LES TEXTES ET LES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES

Nadège Chabon & Marjorie Jouen, *Note*, Notre Europe - Institut Jacques Delors, juin 2006

RÉUNIFIER L'EUROPE : L'EUROPE EN QUÊTE D'IDENTITÉ(S)

Jacques Delors, *Synthèse*, Notre Europe - Institut Jacques Delors, novembre 1998

AUTEUR



Gérard Bouchard

Historien et sociologue, Gérard Bouchard est professeur au département des sciences humaines et titulaire d'une chaire de recherche du Canada à l'Université du Québec à Chicoutimi. Il est l'auteur, co-auteur, éditeur ou co-éditeur de 41 ouvrages, dont 3 romans, et de nombreux articles dans des revues scientifiques.

Il a reçu plusieurs distinctions, dont le Prix du Gouverneur général du Canada en 2000 pour son livre *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, et la Légion d'honneur de France en 2002. En 2007, avec Charles Taylor, il a été co-président de la Commission de consultation du Québec sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles (CCPARDC).



L'Institut Jacques Delors est le think tank européen fondé par **Jacques Delors** en 1996 (sous le nom de Notre Europe), après la fin de sa présidence de la Commission européenne. Notre objectif est de produire des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large, ainsi que de contribuer aux débats relatifs à l'Union européenne.

Nous diffusons de **nombreuses publications** (Tribunes, Policy Papers, Études & Rapports, Synthèses), vidéos et sons, organisons et participons à des **séminaires et conférences** partout en Europe et intervenons régulièrement dans les **médias européens**, par la voix de nos présidents, de notre directeur et de notre équipe.

Nos travaux s'inspirent des actions et des orientations promues par Jacques Delors, et traduisent les grands principes énoncés par notre «**Charte**». Ils sont mis en œuvre à partir de **trois axes principaux** : « Union européenne et citoyens » couvre les enjeux politiques, institutionnels et civiques ; « Compétition, coopération, solidarité » traite des enjeux économiques, sociaux et territoriaux ; « Actions extérieures européennes » regroupe les travaux à dimension internationale.

L'Institut Jacques Delors est aujourd'hui présidé par **Enrico Letta**, Doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA) et ancien Président du Conseil des ministres italien, qui a succédé à **António Vitorino, Tommaso Padoa-Schioppa**, à **Pascal Lamy** et à **Jacques Delors**. Notre directeur, **Yves Bertoncini**, anime une équipe internationale composée d'une quinzaine de membres, qui travaillent en coordination étroite avec les membres de notre bureau en Allemagne, le **Jacques Delors Institut - Berlin**, dirigé par **Henrik Enderlein**.

Les instances de l'Institut Jacques Delors sont composées de hautes personnalités européennes. Notre **Conseil des garants** assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre **Conseil d'administration** est responsable de la gestion et de l'impulsion de nos travaux. Notre **Comité européen d'orientation** se réunit afin de débattre des sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE.

Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre **site** et via les **réseaux sociaux**. Nous agissons en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini

La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source.

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s).

Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution.

Traduction à partir de l'anglais : Charlotte Laigle

© Institut Jacques Delors

Gérard Bouchard

Historien et sociologue, Gérard Bouchard est professeur au département des sciences humaines et titulaire d'une chaire de recherche du Canada à l'Université du Québec à Chicoutimi.

L'EUROPE À LA RECHERCHE DES EUROPÉENS LA VOIE DE L'IDENTITÉ ET DU MYTHE

Cette étude de Gérard Bouchard est un plaidoyer en faveur de l'Union européenne (UE), tout en critiquant des choix fondateurs qui entravent désormais son développement.

Selon l'auteur, les pionniers de l'UE et leurs successeurs ont notamment fait le choix malheureux de se méfier globalement des nations et du peuple, et de les contourner en optant pour un processus de gouvernance par le haut. Pour briser ce cercle vicieux, l'UE doit trouver un moyen de se réconcilier avec les nations afin de mettre un terme à une tension nuisible de longue date, de tirer profit des ressources symboliques et de l'énergie toujours considérables des nations, plutôt que de les contraindre et de créer des fondements pour bâtir de nouveaux mythes européens.

Cette étude vise à démontrer que l'UE doit redéfinir sa relation avec les nations (en tant que configurations de culture, à ne pas confondre avec les États), en partant du principe que toute forme de lien social, si ténue qu'il soit, doit reposer sur certains fondements symboliques communs.

La première partie de cette étude rappelle les choix culturels fondateurs qui ont permis à l'UE de voir le jour et de connaître une évolution rapide après la Seconde guerre mondiale. Sa deuxième partie vise à démontrer dans quelle mesure ces choix peuvent être mis en relation avec les grands obstacles auxquels l'UE est confrontée aujourd'hui : après avoir donné de l'élan à l'UE, la plupart de ces choix fondateurs sont devenus quelque peu nuisibles, essentiellement du fait qu'ils n'ont pas été révisés et adaptés à l'évolution du contexte politique.

L'étude examine ensuite les tentatives infructueuses de l'UE au cours des dernières décennies pour créer de nouveaux mythes et une identité européenne. Elle évoque enfin de nouveaux moyens de créer les futurs mythes, essentiellement dans le cadre de ce que l'auteur appelle une « européanisation » des mythes nationaux. L'objectif est de bâtir des mythes qui trouveront une résonance à la fois aux niveaux national et européen. En d'autres termes de créer une véritable voix européenne avec de solides échos nationaux.

Avec le soutien de :



L'Europe pour
les citoyens



ISSN 2257-4640

info@delorsinstitute.eu - www.institutdelors.eu
19 rue de Milan, F - 75009 Paris
Pariser Platz 6, D - 10117 Berlin

